

REPUBLIQUE DU BENIN

*_*_*_*_*_*

ASSEMBLEE NATIONALE

*_*_*_*_*_*

(Huitième législature)

DEBATS PARLEMENTAIRES

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE L'ANNEE 2022

COMPTE RENDU INTEGRAL

Séance du jeudi, 28 avril 2022

Sommaire :

Examen de la question d'actualité, transformée en question orale avec débat, relative aux mesures prises par le gouvernement en vue de faire face à la cherté de la vie.

(La séance est reprise à onze heures par Monsieur Louis Gbèhounou VLAVONOU, président de l'Assemblée nationale).

* * *

* *

*

(Coups de maillet)

M. le Président. La séance est reprise.

Monsieur le deuxième secrétaire parlementaire, veuillez nous donner lecture du compte rendu sommaire de la séance plénière du 21 avril 2022 conformément à l'article 47.3 du Règlement intérieur.

M. Délonix KOGBLEVI, deuxième secrétaire parlementaire. *(Donne lecture du compte rendu sommaire de la séance plénière du jeudi 21 avril 2022).*

M. le Président. Merci, monsieur le

deuxième secrétaire parlementaire !

Je voudrais requérir les amendements, les observations de messieurs les députés par rapport à la lecture de ce compte rendu sommaire. Je commence par ma gauche. Est-ce qu'il y a d'amendement ? Centre gauche, à gauche, centre droit, à droite ? Pas d'amendement.

Le compte rendu sommaire est adopté.

(Coups de maillet)

M. le président. Nous passons au dossier de communication !

M. Délonix KOGBLEVI, *(Donne lecture de la lettre par laquelle le président de la République du Bénin rend compte à l'Assemblée nationale des accords, contrats et conventions de financement ratifiés pendant le premier trimestre de l'année 2022).*

M. le président. Tout le dossier est affecté à la commission du plan, de l'équipement et de la production quant au fond, et à la commission des

finances et des échanges pour avis.

M. Délonix KOGBLEVI. *(Donne lecture de la lettre par laquelle le député Gbénonchi Gérard réintroduit auprès du président de l'Assemblée nationale, la proposition de loi portant statut du conseil juridique en République du Bénin).*

M. le président. Cette proposition de loi est affectée à la commission des lois, de l'administration et des droits de l'homme quant au fond, à la commission des finances et des échanges, et à la commission de l'éducation, de la culture, de l'emploi et des affaires sociales pour avis.

M. Délonix KOGBLEVI. Fin du dossier de communications, monsieur le président !

Examen de la question d'actualité, transformée en question orale avec débat, relative aux mesures prises par le gouvernement en vue de faire

M. le président. Nous passons maintenant à l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui. L'ordre du jour s'intitule : examen de la question d'actualité relative aux mesures prises par le gouvernement en vue de faire face à la cherté de la vie. Je note que, conformément au Règlement intérieur, cette question d'actualité a été transformée en question orale avec débat.

Alors, je voudrais, chers collègues, inviter le député Barthélémy Kassa, auteur de ladite question, à prendre la parole pour la présenter.

M. Barthélémy KASSA. Monsieur le président, donnez-moi quelques secondes parce que les huissiers n'ont pas fait les formalités d'usage.

M. le président. Non, ne vous inquiétez pas.

M. Barthélémy KASSA. Merci, monsieur le président de l'Assemblée nationale ! Depuis quelques mois, le monde entier est victime d'une flambée des prix des produits stratégiques. Une telle crise est vécue difficilement par toutes les couches

socioprofessionnelles de notre pays, la République du Bénin.

Face à une telle situation pour laquelle il n'est pas possible à l'heure actuelle de prédire à quel horizon la situation va se normaliser, il est demandé au gouvernement de présenter à la Représentation nationale, les mesures urgentes prises en vue de protéger, dans l'immédiat, les couches les plus vulnérables de notre société. La politique du gouvernement en vue d'assurer la résilience de notre économie face à l'influence des aléas de même nature, susceptibles non seulement de perdurer mais aussi de se reproduire les prochaines années.

M. le président. Merci, monsieur le député Kassa Barthélémy !

Je voudrais inviter le gouvernement représenté par deux (2) ministres. Je ne sais pas qui prend la parole le premier mais j'invite le gouvernement à répondre à la question posée par les députés. Gouvernement, vous avez la parole.

M. Romuald WADAGNI, ministre d'État chargé de l'économie et des

finances. Monsieur le président de l'Assemblée nationale, messieurs les députés, bonjour !

D'habitude, je viens en avance pour dire bonjour aux uns et aux autres. Je n'ai pas eu l'occasion de le faire. Donc, j'aurai l'occasion, à la fin, de le faire. Monsieur le président de l'Assemblée nationale, est-ce que vous m'autorisez à ôter le masque pour être plus audible ?

M. le président. Nous sommes tous vaccinés.

M. Romuald WADAGNI. Parfait ! Merci ! Alors, monsieur le président de l'Assemblée nationale, chers députés, je propose avec ma collègue la ministre de l'industrie et du commerce, qu'on appelle des éléments de réponse en deux (2) phases. Je propose que dans un premier temps, mon intervention soit articulée autour de deux (2) points. Le premier sera de donner des éléments d'explication sur la cause de cette cherté de vie que tout le monde observe ; de donner des éléments sur comment nous voyons la suite. Qu'est-ce que nous pensons devrait pouvoir se passer, qu'est-ce qu'on

devrait anticiper pour les prochains jours, semaines, mois ? Et en deuxième partie, je vais apporter des éléments d'appréciation sur la stratégie de réponse de l'Etat et les grands axes de réponse que nous avons mis en place. Ensuite, je pense à ma collègue, ministre de l'industrie et du commerce puisqu'il s'agit de cherté de vie, viendra en détail, de façon concrète sur certaines mesures que nous avons mises en place et qui touchent directement l'ensemble des citoyens. Il y a notre collègue le garde des sceaux qui viendra tout à l'heure et qui éventuellement pourra s'il le désire, compléter nos interventions. Alors, pour commencer, je voudrais faire remarquer que la cherté de la vie, nos concitoyens ont commencé à faire le triste constat de cette réalité depuis l'année passée. Progressivement, dès le début du deuxième semestre, nous avons noté que la plupart de nos biens de première consommation et même des produits fabriqués au Bénin, localement, ont commencé à connaître une hausse ; et en réalité on se dit mais pourquoi cet état de choses ? Il y a quelques principes de base qui expliquent ce qu'on observe. Le grand principe de base, c'est que vous vous rappelez tous que l'année 2020 a été une année où toute l'économie au

niveau mondial a été quasiment endormie. Beaucoup de pays ont mis des restrictions de mobilité, les usines ont été fermées, les compagnies aériennes ont limité leurs vols, les bateaux n'ont pas pu bouger et donc l'économie en 2020 était totalement au ralenti à cause de la Covid-19. Toute la première partie de l'année 2020, on ne savait pas comment on allait aborder cela. Est-ce qu'on trouverait un vaccin ou pas, etc. Toute cette incertitude donc, économie complètement à terre et globalement le monde était en récession en 2020. Fin 2020, on a eu le vaccin, on a commencé à vacciner, on a commencé à déconfiner progressivement, cela veut dire que les gens ont commencé à bouger, les activités ont commencé à reprendre mais la Chine n'était toujours pas encore déconfinée. Jusque-là d'ailleurs, il y a de grandes villes de Chine qui sont bloquées, or la Chine et l'activité industrielle chinoise conditionnent beaucoup de choses donc en 2021, on s'est retrouvé dans une situation où le monde retrouvant son activité progressivement, les demandes ont augmenté fortement dans un univers où l'offre n'était pas au rendez-vous. Donc, il y a un décalage entre ce qui existe sur l'étalage et les besoins de nous tous

citoyens. Et classiquement, quand il y a un décalage entre le volume de produits disponibles et le volume de besoins, s'il y a dix produits disponibles mais il y a mille besoins, automatiquement le prix de ces produits augmente. Cette réalité, on la vit au marché. Quand vous allez au marché, c'est quasiment la fin de journée, il ne reste que quelques mesures de maïs et vous êtes plusieurs à faire la queue pour acheter mais le vendeur va vous dire ce n'est plus trois cents (300) francs CFA, c'est quatre cents (400) francs CFA, etc. C'est un phénomène naturel qui est présent dans toutes les économies donc deuxième partie de l'année 2021, ce phénomène a commencé à faire augmenter les prix de tout. Ce phénomène qui continuait s'est vu exacerbé en février par le début de la guerre aussi en Ukraine. Et c'est la même chose ! On le savait mais on s'est aperçu de façon concrète que vous avez deux grandes puissances économiques qui commencent à s'affronter. La Russie, première puissance mondiale exportatrice d'hydrocarbures. Quand on parle d'hydrocarbures, on pense aux pays du golfe, etc. Mais en termes de volume d'exportation, pas de production, la Russie première importatrice mondiale rentre en

guerre. L'Ukraine, un des premiers exportateurs au niveau mondial de céréales, un des premiers exportateurs de pièces de rechanges pour les usines, alors quand vous avez ces deux qui commencent à s'affronter, vous avez des conséquences sur la flambée de prix de céréales qui inclut donc la flambée de plusieurs produits qu'on mange, qui sont à base de céréales, mais vous avez surtout la flambée de prix des hydrocarbures gaz, pétrole et leurs dérivés. Le problème, c'est que quand les hydrocarbures montent, déjà classiquement tout monte parce que quand vous faites une production agricole pour sortir la production du champ chez vous, vous avez besoin de transport qui a besoin d'hydrocarbures. Pour aller vendre au marché, vous avez besoin de carburant pour apporter les produits. Pour que les usines tournent, il y a besoin d'hydrocarbures.

Enfin, tout le monde entier dépend de cela donc dès lors que les prix des hydrocarbures montent, le prix de beaucoup de choses monte classiquement. Vous avez donc un phénomène de hausse des prix qui est là et qui se trouve maintenant aggravé par la guerre en Ukraine ; Ukraine et Russie. C'est donc un phénomène qui

est globalement difficile pour toutes les économies bien entendu les économies qui sont en guerre ou proches des guerres subissent encore plus mais tout le monde entier est affecté par cela parce qu'il n'y a pas d'économie aujourd'hui qui ne soit pas directement ou indirectement liée à ce qui se passe. Ce phénomène-là, ce n'est pas lié à une action du Bénin ou quelque chose, etc. tout à l'heure quand on va détailler les mesures, vous allez voir que au contraire, le Bénin a fait preuve d'anticipation parce que quand nous avons observé l'année passée que les prix ont commencé à monter, nous avons pris certaines mesures qui nous permettent maintenant d'être efficaces sur certains secteurs. Et quand je viendrai après sur les mesures, on verra bien que nous avons fait pas mal d'anticipation et nous continuons à faire des anticipations également.

Donc, globalement, voilà ce qui explique la cherté de la vie qui est un phénomène mondial.

L'autre réalité qu'il faut avoir à l'esprit, c'est que nous n'avons pas encore atteint le pic de cette réalité. Et cela, c'est quelque chose qu'il faut qu'on ait à l'esprit. C'est-à-dire que beaucoup de produits que nous consommons aujourd'hui que ce soit

dans les hydrocarbures, les céréales, ou les produits manufacturés qui dépendent de la Russie, de l'Ukraine ou même des usines qui ne sont pas encore totalement ouvertes puisqu'il y a encore toujours les conséquences de la Covid-19 qui sont toujours en filigrane. Nous n'avons pas encore commencé à avoir les conséquences de la guerre. C'est-à-dire, c'est maintenant que beaucoup ont commencé à passer les commandes nouvelles. Donc, les prix vont continuer à augmenter pendant le reste de l'année 2022. C'est une réalité; il faut qu'on se le dise. En tout cas, il est clair que les prix ne baisseront pas. Ils vont continuer à augmenter. La question c'est dans quelle proportion ? Et jusqu'à quand ? Dans quelle proportion et jusqu'à quand ? Nous devons être honnêtes avec vous. Globalement, nous sommes tous pessimistes et sur l'ampleur de la hausse c'est-à-dire que cela va continuer significativement à augmenter sur plusieurs produits et nous sommes également pessimistes sur la durée, parce que les mêmes causes produisant les mêmes effets, on pense que plusieurs autres points de tension pourraient naître. Qu'est-ce que nous observons aujourd'hui quand on prend le globe des deux extrêmes ?

Regardons du côté extrême Est. On a noté depuis quelques semaines que le Japon et la Russie ont commencé à se tendre. Pour mémoire, en 1945, suite à la seconde guerre mondiale, la Russie a annexé quatre (4) îles de l'archipel de Kouriles. Ce sont des îles qui ont trois (3) caractéristiques :

- ce sont des îles hyper riches en poissons, en métaux et en pétrole ;
- ce sont des îles, en fait, qui font en quelque sorte tampon entre le Japon et la Russie, c'est-à-dire que celui qui prend cela se trouve à la frontière de l'autre. C'est au milieu des deux. Donc, tampon entre le Japon et la Russie, l'extrême Est de Russie ;
- mais la troisième chose c'est que, pour la Russie qui cherche un accès à l'Océan pacifique mais en ayant le contrôle de ce bout de terre, la Russie à accès à l'Océan pacifique qui est important pour le transfert maritime et pour bouger ses armes, ses biens etc. et la Russie veut avoir accès par là. Donc, depuis 1945, annexion de ces îles par le Japon en 1947, le Japon a pris une

nouvelle Constitution qui a indiqué que le Japon fait le choix de ne plus rentrer dans les agressions, d'avoir une stratégie militaire dite d'auto-défense. Mais la conséquence c'est que, le Japon a fait installer plus de cent trente (130) bases américaines sur son territoire. Elle-même, de par sa Constitution, décide de ne plus être agressif, offensif mais par contre les Etats-Unis sont fortement présents, et quand vous trouvez le planisphère après le Japon, vous avez encore les Etats-Unis de l'autre côté. Donc, ils ont intérêt.

Donc, c'est la même chose qui a déclenché la guerre entre la Russie et l'Ukraine c'est-à-dire qu'à un moment, la Russie dit mais pourquoi l'Otan, les forces américaines vont se mettre en Ukraine qui a ma frontière ? Et là c'est la même chose cet archipel-là fait le tampon, la Russie tient et depuis quelques semaines a commencé à bouger des armes, à faire des essais, à faire des tirs dans cette zone. Donc, clairement, il y a de très forte chance que cela s'enflamme de ce côté. Et ce sont les mêmes causes, puisse qu'en préparation, les Russes disent pourquoi les Américains font

trop de mouvements de l'autre côté ? Il faut que je me prépare. Donc, quand les grands se bousculent comme cela et qu'il y a ces choses, vous voyez que ce n'est pas encore la fin.

Deuxième chose, chez les Taïwan, cela aussi c'est une vraie réalité, après la scission, la Chine va dire que c'est une scission, Taïwan va dire : « non je suis un Etat souverain, je suis moi-même », donc Taïwan qui est un territoire réclamé par la Chine est un enjeu pour le gouvernement chinois. Ils le disent et d'ailleurs dès que quelqu'un, un état reconnaît Taïwan, cela fait des soucis diplomatiques. Alors pareil. Voilà deux (2) espaces géographiques une puissance cherche à être de l'autre côté... On a laissé la Crimée se faire. La Russie a pris la Crimée, annexé la Crimée etc. On n'a rien dit, de façon qu'à la fin de la guerre, le territoire Ukrainien ne sera plus comme avant. C'est évident. Donc pourquoi est ce que la Chine alors ne va pas régler son problème qui est là depuis ? Pourquoi elle n'irait pas alors régler, s'installer puis faire de Taïwan une bouchée ? Et donc, de l'autre côté aussi les tensions commencent à monter, Chine, Taïwan. Et ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que dans quelques mois, il y a l'élection présidentielle en

Chine. C'est un système d'élection plusieurs fois indirectes et le président de la Chine en 2018, dans son discours, quand il a pris son deuxième mandat, disait que c'est un sujet pour lui, Taïwan. Là, il est à quelques mois de la fin. Il n'a pas réglé Taïwan, les gens tardent dessus, pourquoi ne ferait-il pas ? Surtout s'il veut un troisième mandat. Vous savez, quand il y a la guerre, les dirigeants ont tendance à être maintenus au pouvoir. Si votre pays est en guerre et en situation de crise forte, mais le système des choses fait que vous restez. Et donc, aujourd'hui aussi, quand on analyse la réalité Chine-Taïwan, il y a des risques, quelque chose se passe. Donc, tout cela pour dire que les grands de ce monde sont en train de régler certains enjeux qui nous dépassent mais dont les conséquences nous touchent tous. Concrètement, pour nous, nous anticipons que la situation de cherté va durer au moins toute cette année, l'année prochaine probablement continuer, les prix vont augmenter, et on ne sait pas quand cela va s'arrêter. Juste, il y a quelques jours, la semaine passée d'ailleurs, nous étions à Washington et la Banque mondiale a sorti ses prévisions sur fin 2022, 2023, 2024. Et dans ce rapport de la Banque mondiale, il considère que sur

les hydrocarbures, si on prend le baril de pétrole qui est légèrement au-dessus de cent (100), il considère qu'en 2023, ce sera juste à peine en dessous de cent (100). Donc, cela veut dire niveau toujours élevé en 2023 et en 2024, légère baisse. Pareil sur les céréales, sur les fertilisants, les intrants agricoles, les engrais etc. Les prix vont rester encore chers l'année prochaine. Et vous savez que sur les intrants, quand vous achetez les intrants chers, les conséquences sont toujours sur deux (2) années. Donc, si la Banque mondiale, dans son rapport, considère que le prix des engrais déjà cher, risque d'augmenter, et va encore être fort élevé en 2023, cela veut dire qu'il y a des conséquences sur la production agricole. En 2023, en 2024 et les conséquences, soyons clairs, c'est risque de famine, parce que si le sac d'urée qu'on achetait à douze mille (12.000) que grâce à la subvention de l'Etat ; on y viendra tout à l'heure. Les paysans ont acheté à quatorze mille (14.000) mais que le prix aujourd'hui est à quarante mille (40.000), l'Etat s'il continue à augmenter, pourra continuer à subventionner dans quelle proportion, jusqu'à quand ? S'il n'y a pas d'engrais, ce n'est pas de pesticides, il n'y a pas des intrants pour produire. Donc, il y aura moins de production,

donc s'il y a moins de quantité de maïs, on revient à mon principe de base, s'il y a moins de produits, mais qu'il y a beaucoup de demande, nous auront tout mangé. Donc, les prix vont encore continuer à monter. Seules très peu de personnes pourront acheter. Le gari va devenir un produit, l'or blanc. Pour délayer le gari, il faudra se lever de bon matin. Et beaucoup de nos citoyens vont se retrouver en rade. Donc, risque de famine. Donc, la situation est assez difficile, c'est une situation mondiale, mais dans cette situation mondiale, quand on observe ce qui se passe à côté, on s'en tire plutôt pas mal. Pour preuve, ayant constaté la hausse des produits, des produits agricoles, les intrants, les engrais etc., l'année passée, nos mécanismes d'acquisition ont permis d'anticiper et c'est cela qui a fait qu'aujourd'hui nous disposons d'intrants pour la campagne agricole 2022-2023. La plupart de nos pays voisins n'ont pas cela. Ce qui pose d'ailleurs le problème de sécurisation de nos frontières pour que le commerce de l'engrais ne devienne pas une activité plus rentable que la production agricole. L'Etat subventionne le sac d'urée qui est à quatorze mille (14.000). Si dans un pays à côté, il est à trente mille (30.000), trente-cinq mille (35.000),

quarante mille (40.000) mais le paysan à part est le paysan à part, planter, attendre la récolte. Il peut avoir intérêt à acheter et vendre juste faire ce commerce-là. Et donc nous sommes très vigilants et nous allons être encore plus vigilants sur la sortie de nos intrants agricoles pour que l'effort de nous tous mais c'est nos impôts qui nous permettent de faire cela; l'effort de nous tous n'aille pas ailleurs et que nous subissons les conséquences. Donc, vous voyez, on est les seuls quasiment dans la sous-région à avoir anticipé sur cela. Parce qu'on disait, pourvu que ce qui se passe, il faut observer les grands mouvements au niveau mondial pour avoir la capacité d'anticiper et c'est parce qu'on l'a fait l'année passée qu'on est en situation aujourd'hui d'avoir les intrants. Et donc, nous nous préparons déjà pour la campagne 2023-2024 également. Donc, quand vous regardez aujourd'hui comment se comportent les économies des pays des uns des autres, le FMI a sorti des chiffres la semaine passée également, Washington sur nos économies et a confirmé que le Bénin a eu un taux de croissance de 7,2% qui est l'un des plus forts. Cela veut dire que nous avons une économie qui a été dynamique, qui a quand même fait ses preuves dans cette anticipation par

rapport à plusieurs autres économies. C'est quelque chose dont on devrait être tous fiers et qui est une réalité qu'il faut noter. Un dernier élément avant d'aborder ce que le gouvernement a fait et puis je pense que dans les questions réponses, on pourra revenir en détail, c'est que je veux citer: un rapport de l'Agence française de développement, c'est un rapport d'il y a quelques jours, sur l'état de l'Afrique en 2022, et ce rapport dit mais globalement en Afrique, il y a eu trente-trois millions (33.000.000) de personnes qui sont devenues pauvres en 2021, en un an, au niveau de tout le continent africain. Trente-trois millions (33.000.000) de nouveaux pauvres ! C'est-à-dire que c'est des gens qui avaient une petite activité et un petit revenu qui permettait de ne pas les classer dans les pauvres selon les critères, mais qui sont basculés comme pauvres. Trente trois millions (33.000.000) et cela, il faut que les gens sachent. Donc, c'est la réalité de ce qui se passe dans les économies en Afrique. Dans la plupart des pays, de plus en plus de précarités, de plus en plus de pauvres. Et cela, doit appeler de la part des dirigeants des réflexions et des actions à la fois conjoncturelles mais également structurelles. L'histoire est une répétition, et les dirigeants ont la

responsabilité de connaître le passé, de bien analyser le présent, pour prévoir et anticiper sur demain. C'est notre charge. On est payé pour cela, on doit le faire. Et c'est ce qu'on essaie de faire. Alors, on essaye de faire cela, veut dire quoi ? En quête de réponses, nous avons apporté du coup, au niveau du gouvernement, je vais classer cela en deux (2) familles de réponse, les réponses à effets immédiats donc conjoncturelles, et ensuite après les réponses structurelles.

Sur les réponses conjoncturelles, je pense que la première que je voudrais bien aborder, c'est que dès l'année passée, anticipant ces hausses, nous avons mis en place le mécanisme pour pouvoir permettre à notre pays d'avoir les intrants agricoles et mis en place un mécanisme de subvention pour que nos paysans puissent avoir accès aux intrants pour la campagne 2022-2023. Alors, le coût total de cette subvention, c'est à peu près une cinquantaine de milliards, dont comme le coton est une filière qui consomme beaucoup mais qui a bénéficié aussi de la hausse du prix de vente, on a réuni les acteurs, on a dit, mais vous devez aborder la hausse, donc les acteurs mettaient profession et les égreneurs ont pris en

charge une vingtaine de milliards sur les cinquante et l'Etat prend les trente milliards qui reste pour permettre que les autres fournisseurs, quelles autres spéculations, puissent bénéficier d'intrants. Cela c'est pour l'agriculture. C'est important d'en parler parce que c'est tellement perversif quand quelque chose se passe dans l'agriculture, cela touche plein d'autres secteurs.

Sur les produits pétroliers, le challenge est de taille. Vous avez vu et on n'a pas de gêne à dire que le mois passé, nous avons décidé d'absorber la hausse des prix et de plafonner les prix à la fin par six cents (600), jusqu'en fin juin. Cela c'était sur la base de l'évolution des prix que les prévisions des marchés nous donnaient. On a fait des calculs et on a dit qu'on ait capable d'absorber la hausse et de permettre aux populations de ne pas subir la hausse jusqu'en juin et de plafonner tout à six cents (600). Mais la réalité est qu'on s'est aperçu que le gasoil spécifiquement est très rapidement... on s'est approché des mille (1.000) francs au litre. Avec les risques que nous subventionnons du produit qui va partir ailleurs. Donc, nous avons dit, dans tous les cas, qu'il faut quand même qu'on continue à

subventionner, nous avons réajusté le prix, nous avons dit nous prenons sur chaque litre l'ensemble des prélèvements, nous avons discuté avec tous les acteurs pour réduire leurs marges parce qu'en situation de crise, chacun doit faire des efforts, réduire les différentes marges qu'il y a dans la structure des prix et on a réussi à placer le litre à six cent soixante-huit (668). La réalité des prix aujourd'hui est beaucoup plus proche de neuf cents (900) que de six cent soixante-huit (668). C'est une réalité pour nos populations. Et c'est grâce aux mesures de l'Etat, le fait qu'on ait travaillé la structure des prix pour baisser les marges, le fait qu'on prenne en charge l'intégralité des prélèvements qui permet aujourd'hui qu'au lieu que chacun paye le gasoil vers les neuf cents (900), on le vend à six cent soixante-huit (668). Et c'est un produit qu'avec ma collègue du commerce et de l'industrie, tous les jours, nous observons la réalité des marchés mais également des prévisions et sur cela, l'Etat continuera tant qu'on pourra à faire des efforts, parce que le gasoil, c'est ce qui rentre dans la plupart des moyens de transport : camions, transports en commun, c'est ce que beaucoup d'usines utilisent. C'est ce que des groupes électrogènes utilisent,

c'est ce que l'ensemble des objets de travaux publics utilise. Donc, c'est un produit sensible pour lequel quand il n'y en pas toute l'économie est bloquée. Donc, c'est une préoccupation que nous suivons tous les jours. Donc, l'agriculture en anticipation soutient en apportant du cash pour que le coût d'accès aux paysans soit accessible.

Maintenant, la troisième catégorie dans les mesures structurelles, c'est l'accès aux produits de tous les jours. Et sur cela la première chose qu'on a faite c'est de dire, mais on a constaté depuis l'année passée que le coût du transport maritime notamment même aérien, tous les transports ont augmenté. Et quand vous dédouanez un produit au port, c'est le prix d'achat plus le transport et les assurances qui font la base. Donc, quelque chose que vous avez acheté à cent (100) francs qui généralement subit cinq (5) francs de transport et vous payez la douane sur cent cinq (105) francs. Si le transport passe à vingt (20) francs, vous allez payer la douane sur cent vingt (120) au lieu de cent cinq (105). Donc, qu'est-ce que l'Etat a décidé de faire, de procéder à un abattement de 50% du coût du transport pour que la base de calcul des droits de douane baisse. Donc,

cela est une incitation directe ; l'Etat renonce à prendre un peu. Donc, l'Etat prend moins de droits de douane pour que le prix du produit sorti au port soit moins cher. Après ceux des produits sensibles : l'huile, le sucre et le riz, nous sommes allés encore un peu plus loin. Madame la ministre reviendra en détails sur ces mesures pour davantage baisser les prélèvements. Vous savez nous avons un pays à revenu fiscal. C'est ce que chacun de nous tous ici, tout le monde paye les impôts. D'une manière ou d'une autre, tout le monde contribue donc c'est l'argent de tout le monde qui permet de faire vivre les institutions de la République et de financer les projets. Nous devons gérer cet argent avec parcimonie mais quand il y a des crises, nous devons l'utiliser pour répondre pour que nous ne créions pas plus de précarité. Alors, quand le budget qui est basé sur les taxes agit, il n'y a que deux manières d'agir : c'est renoncer à prendre, dire au lieu que je vous prenne cette taxe, je renonce provisoirement à prendre. L'autre chose, c'est que le peu que je prends, je le réinjecte. Et le peu qu'on prend, c'est cela qu'on a réinjecté comme cash partiellement pour soutenir une partie des intrants agricoles et le renoncement c'est ce qu'on fait. Au

lieu de payer cent (100) francs de droit de douane par exemple sur le riz on a dit cela sera que la moitié à peu près qu'on prend. Voilà les différents outils que l'Etat a. On n'a pas beaucoup plus d'outils dans cette période-là.

Maintenant, sur le structurel ; depuis l'année passée, depuis 2020 d'ailleurs, le premier constat qu'on a fait en 2020 quand on a dit Covid-19, première conséquence c'est restriction des mobilités. Puisqu'on a dit que c'est une pandémie, il faut arrêter de bouger. Donc, on a réduit les mobilités. On s'est aperçu que la dépendance vis-à-vis des produits importés de nos pays pas seulement du Bénin était trop forte. On s'est aperçu que des produits dont 90% des matières premières sont sur nos territoires, nous ne les fabriquons pas, donc d'autres pays viennent les prendre, ils les assemblent et ils nous les renvoient. Et comme ces pays ont été bloqués dès 2020 avec la Covid-19, on a commencé à sentir les conséquences du manque d'industrialisation de nos économies, les conséquences du manque d'intégration de nos pays, des conséquences du fait que nous n'avons pas suffisamment agi par le passé pour rendre nos économies

fortes, capables de réagir à certains chocs. Donc, dès 2020, nous avons commencé sous la direction du chef de l'Etat à prendre un certain nombre d'initiatives. L'une des initiatives que je voudrais mentionner ici c'est que nous avons pris l'ensemble des importations, on a fait des séances avec le chef de l'Etat et pour plusieurs produits on a décidé d'ici la fin du deuxième mandat de réduire considérablement et pour certains produits d'arrêter l'importation. Le premier c'est le poulet. On a considéré que c'est un non-sens. Aujourd'hui, on considère qu'il nous faut pour les consommations locales dix millions (10.000.000) à peu près de poulets et non trente millions (30.000.000) et on n'en produit que dix millions (10.000.000), c'est-à-dire qu'aujourd'hui, la production locale, c'est le tiers des besoins sans compter ce qui a besoin d'aller au Nigéria. La Banque mondiale et le FAO ont des ratios de protéines par personne donc déjà les besoins de consommation de trente millions (30.000.000) pour le pays sont insuffisants parce qu'on considère qu'en termes de consommation de protéines nous sommes en deçà de ce qu'il faut on ne consomme même pas assez de protéines animales, donc de volailles. Donc, il y a des marges que ce besoin

augmente. Mais, même à besoins équivalents c'est-à-dire sur les trente millions (30.000.000), on en produit que dix (10). Donc, il y a un business modèle sur la filière avicole. L'aviculture a un avenir. Maintenant, vous rajoutez le Nigéria et les pays qui sont au-dessus : Niger, Burkina-Faso. Vous voyez qu'il y a une vraie filière. Donc, c'est un non-sens qu'on importe le poulet, nous allons arrêter cela dans le second mandat. Cela est un challenge avec le ministre de l'agriculture, nous avons fait des réunions hier et encore ce matin sur ce sujet. Le chef de l'Etat nous tanne et on va y arriver. Pareil pour plusieurs produits dont nous avons besoin, notamment dans la construction. C'est un non-sens d'importer les portes, c'est un non-sens d'importer des bancs pour les écoles, d'importer un certain nombre de meubles alors que nous avons assez de bois pour le faire. Pareil, l'industrie du bois totalement modernisée, transformation du bois pour éviter d'importer des choses. D'ailleurs, dans les vingt mille (20.000) logements et tout ce qu'on a comme projets, on a décidé depuis l'année passée de s'assurer que ce qui est mis comme intrants notamment sur le bois soit de production locale. Et les marchés qu'on avait signés où les gens avaient prévu d'importer de

Turquie et d'ailleurs, les portes, on a dit ok, s'il faut prendre un peu de retard sur la livraison des vingt mille (20.000) logements, on va prendre un peu du retard mais vous allez le faire avec du bois local. Et donc à la zone industrielle, il y a déjà deux (2) industries qui sont en train de s'installer sur ce créneau-là ; pareil pour la vitrerie et aluminium, etc. Donc, c'est pour dire qu'en tant que dirigeants, vous nous avez élus pour prendre les bonnes décisions pour l'avenir et donc le côté structurel la première chose c'est analyse des importations, un plan de réduction des importations en fonction des atouts de notre pays.

Deuxième élément, c'est qu'il faut poursuivre la diversification de l'économie. C'est la diversification de notre économie qui a fait que quand les frontières ont été fermées avec le Nigéria, on a quand même continué à payer les salaires, avoir une croissance. Si on n'avait pas enclenché dès 2016 une diversification de l'économie, et on avait laissé le poids du commerce avec le Nigéria d'être si fort, mais quand les frontières ont été fermées on aurait eu plus de chocs. On aurait connu ce qu'on avait dans le passé, on n'aurait pas été capable de payer les

salaires. Et donc, on a eu raison de mettre comme pilier de la transformation de notre économie, la diversification de l'économie. Et quand on dit diversification c'est-à-dire qu'on prend tous les secteurs, sur chaque secteur, on regarde comment faire en sorte que le secteur soit plus profond.

Secteur agricole : quelles sont les spéculations ?

C'était essentiellement le coton, on dit qu'il faut qu'à côté du coton, il y ait d'autres produits. C'est cela la diversification de l'économie. On dit que si on a des rentabilités, des rendements de x tonnes par hectare, il faut en produire plus pour pouvoir faire asseoir sur cette production une industrie de transformation...etc. Donc, ce travail-là nous l'avons lancé depuis notre arrivée et on doit le poursuivre.

La deuxième chose, c'est qu'il faut créer des conditions d'attractivité de notre économie sur le structurel. L'attractivité de l'économie c'est qu'il faut...Vous avez voté les lois sur le travail, sur la zone industrielle et spéciale, etc. Toutes ces choses vont attirer les investisseurs qui vont venir créer des emplois, nous aider à créer plus de richesse. Et plus, il y a de

richesse créée et plus, nous avons des prélèvements à faire, plus, on a d'impôts à prélever. Et plus, on prélève d'impôts, plus, on peut supporter les populations les plus vulnérables, plus de personnes qu'on pourra aider à sortir de l'extrême pauvreté vers la normalité.

Le troisième point sur lequel on travaille, c'est le capital humain. Si nous voulons que le Béninois, dans dix (10) ou vingt (20) ans, soit un acteur capable de produire de la richesse, il faut qu'il soit mieux formé. Donc, il faut, malgré la crise, faire l'effort de prendre un peu des impôts pour continuer la réforme de l'éducation, pour mettre l'accent, la priorité sur les enseignements professionnel et technique. Si on ne le fait pas, si on ne fait pas cet effort sur la formation du capital humain, mais quand il y aura encore des crises, on aura des forces vives mais qui vont croiser les bras, qui ne pourront pas agir, qui ne pourront pas répondre.

Toujours sur le capital humain, c'est faire en sorte que la personne qui est bien formée soit bien soignée. Vous avez vu tout le volet ; développement des plateaux techniques, tout ce qui est centres de santé, on a refait une carte pour s'assurer que l'ensemble du territoire soit de façon appropriée

couvert en centres de santé en capacité d'apporter des soins à nos populations. Parce que le Béninois de demain doit être aussi bien soigné. Donc, quand vous faites ces efforts-là sur le capital humain, cela contribue aussi à rendre l'économie résiliente et capable de réagir aux chocs futurs.

Troisième pilier : C'est l'intégration régionale. Aucun pays en Afrique, je ne veux pas aller au monde, ne peut se suffire. C'est l'union qui fait la force. Mais l'union dans le respect des forces des uns et des autres. Ce n'est une union où on se marie et l'un écrase l'autre. Donc, il faut aussi que l'Etat anticipe en faisant le constat que la zone de libre échange est une réalité qui tôt ou tard va finir. Comment nous nous préparons pour cette zone de libre échange ? Comment nous nous préparons pour que l'intégration régionale qu'on appelle de nos vœux soit une réalité dans laquelle notre économie est un pionnier ? Et donc il y a aussi tous les travaux que nous faisons sur cela. Le Président Talon vient de prendre la présidence de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et c'est une formidable occasion pour les mois, années qui suivent pour que le Bénin puisse pousser plusieurs chantiers. Je disais tout à l'heure que

ce n'est pas normal que les intrants nécessaires à fabriquer certains produits nous les avons mais nous ne fabriquons pas ces produits et nous les importons : l'engrais, l'urée, la plupart des engrais d'ailleurs l'urée est un exemple et la plupart se font à base de gaz naturel et de phosphate pour l'urée. Nous avons cela dans la région au niveau de l'espace UEMOA. Nous avons des capacités de produire mais nous ne le faisons pas. 90% des engrais consommés dans les pays ici viennent du périmètre de la Russie. Alors que nous avons des capacités de le faire. Mais aucun pays seul ne peut le faire. Le Togo a le phosphate mais n'a pas le gaz, le Sénégal va commencer à développer le gaz mais n'a pas le phosphate, etc. Il n'y a que dans l'union qu'on peut associer les complémentarités et faire émerger en fait une intégration régionale qui donne un visage juste à l'intégration régionale. Donc, voilà sur la transformation structurelle.

Il y a un dernier, un cinquième point sur la transformation structurelle que j'évite de trop en parler parce que quand j'en parle, je deviens politiquement incorrect. Mais, tant pis, je vais me lâcher, je vais en dire un peu. C'est sur la réflexion de fond

qu'il faut qu'on fasse, sur ce que nous consommons. Nos économies à l'indépendance ont été laissées pour qu'elles soient importatrices nettes. Nos économies, pour la plupart des pays francophones, c'est au-delà même de la plupart des pays francophones là où on a les données où je peux répondre de ce que je dis. Au lendemain des indépendances, nous étions dans une situation où tout était fait pour que nos matières premières partent brutes avec zéro fiscalité. On a été les premiers à créer la fiscalité sur l'exportation des matières premières. Zéro fiscalité ! Il faut que cela parte brut, mais il faut qu'on puisse importer au maximum. Et il faut avouer que beaucoup de pays n'ont pas eu le courage de s'asseoir et dire : comment on casse ce cercle vicieux-là ? Le CFA, à ses débuts, un (1) franc CFA était égal à deux (2) francs français. Le fonctionnaire béninois, quand il est payé à la fin du mois, pouvait se permettre de commander son costume de Paris, de commander ses médicaments de Paris, d'aller se faire soigner pendant les vacances à Paris puis qu'avec un franc CFA, il avait deux francs français. Donc, le dirigeant de l'époque ne sentait pas la nécessité de s'assurer qu'il a des hôpitaux à Porga, etc. Puisque la

monnaie était tellement forte qu'avec deux francs, si tu es malade, tu pouvais aller là-bas, on n'a pas développé d'industries pharmaceutiques. On n'a pas fait des recherches sur nos produits, nos plantes pour nous permettre de pouvoir nous soigner avec ce qu'on a. On n'a rien fait parce qu'on avait l'illusion d'être riche, d'avoir une monnaie riche. Après l'évolution de l'économie faisant, la monnaie a été dévaluée à plusieurs reprises. Et maintenant un euro est égal à six-cent-cinquante (650) francs CFA et cela perdure toujours. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que sur les produits de base comme le pain que nous consommons ; pourquoi devons-nous continuer à manger, à boire, à garder nos habitudes de manger du pain à base de blé ? A l'époque, la monnaie était tellement forte que c'était beaucoup moins cher d'importer le blé que d'acheter du manioc et de faire du pain avec de la farine de manioc qui est un pain de très bonne qualité. C'est démontré et il y en a qui le font. D'ailleurs, ceux qui connaissent le pain de Ouidah, c'est un excellent pain que moi je consomme. Il faut cette réflexion et je compte sur vous, députés en tant que représentants du peuple, pour poser le débat car il faut qu'on change les

habitudes. Si la nature nous a fait naître dans un endroit où le blé ne pousse pas, mangeons, soignons-nous avec des choses qui sont dans notre environnement. Le mythe de ce qui vient d'ailleurs est mieux là... Dieu est juste. Il nous a mis avec tout, à nous de faire l'effort de le comprendre, de lire, de percevoir nos richesses, de les valoriser et d'en profiter.

M. le président. Merci, monsieur le ministre des finances pour ces échanges sur plusieurs plans, sur le plan structurel, sur le plan conjoncturel !

Je voudrais, comme l'a souhaité entre temps le ministre des finances, permettre à la ministre du commerce de compléter ce qui a été dit par le ministre des finances.

Madame la ministre, vous avez la parole.

Mme Shadiya Alimatou ASSOUMAN, ministre de l'industrie et du commerce. Merci, monsieur le président de l'Assemblée nationale !

M. le président. Vous pouvez enlever aussi votre masque parce que vous savez, nous avons une télévision qui transmet en direct.

Merci !

Mme Shadiya Alimatou ASSOUMAN. D'accord ! Merci !

Honorables députés, bonjour !

Effectivement, en complément à ce qu'a dit tout à l'heure, monsieur le ministre d'Etat chargé des finances, nous avons eu des actions spécifiques sur les produits de grande consommation. Mais je me permettrais de revenir sur les hydrocarbures, surtout le gasoil qui est vraiment le moteur même de l'économie, en tout cas de la production en économie. Sur les actions qu'on a faites, à savoir que chaque mois depuis déjà avril 2021, l'Etat apportait une subvention qui est partie de deux cent millions (200.000.000) en mars 2021 à sept milliards (7.000.000.000) le mois dernier et ce mois d'avril est chiffré à neuf milliards (9.000.000.000) spécifiquement sur le gasoil.

Sur les hydrocarbures, effectivement quand on descend la structure de prix,

il n'y a plus de l'herbe sur le mouton. Il n'y a plus cette ligne où l'Etat doit faire des efforts, où l'effort n'a pas été fait. La vérité des prix annoncée déjà pour le mois de mai est allée à mille cent quarante-sept (1.147) francs CFA le litre sur le gasoil. Cela, c'est la vérité des prix.

Nous parlons du prix aujourd'hui, mais la plus grosse inquiétude est sur la disponibilité parce que les spécifications que nous utilisons sur la côte viennent de la Russie. Donc, notre 50 PPM vient précisément plus de la Russie et les bateaux ne viennent plus sur la côte avec 50 PPM. Donc, l'effort pour approvisionner la côte est d'autant plus grand. Mais avec les anticipations et avec des travaux que nous avons entrepris depuis plus de trois (3) mois déjà avec les pétroliers, nous avons de la disponibilité. Et donc, le tracing est en cours pour que nous puissions en tout cas avoir très bientôt du gasoil à un prix encore soutenable, puisque disponible.

Pour ce qui concerne les produits de grande consommation, je veux parler du blé, du riz, de l'huile, du sucre et du lait.

Pour le blé, il y a une exonération de taxes sur la valeur ajoutée (TVA). Pour le blé brut, donc le blé

qu'utilisent ici nos meuniers, nous avons la chance d'avoir un deuxième meunier disponible maintenant à Sèmè. Pour le blé qu'utilisent nos meuniers, il n'y a plus de taxes sur la valeur ajoutée.

Pour la farine de blé importée, il n'y a plus taxes sur la valeur ajoutée non plus. Donc, pas de taxes sur la valeur ajoutée à l'entrée, donc pas de taxes sur la valeur ajoutée sur le marché.

Mais vous savez que nous consommons à peu près sept mille (7.000) tonnes de blé par mois et notre production locale est autour de trois mille (3 000), nous importons quatre mille (4.000) tonnes actuellement. La Turquie est le pourvoyeur de farine de blé et qui, aujourd'hui, fait une restriction sur les exportations de farine de blé. Donc, notre inquiétude existe également sur la disponibilité en termes d'importations de la farine.

Pour ce qui concerne le riz importé, en attendant qu'il y ait une autre production suffisante puisque vous savez qu'il y a un plan de production de riz et de riz décortiqué. En attendant le riz décortiqué, puisque nous avons les usines qui ont commencé à produire que depuis deux (2) mois, il y a un renoncement de la

taxe sur la valeur ajoutée sur le riz importé. Aujourd'hui, la valeur ajoutée sur le riz importé est de 20% de la taxe sur la valeur ajoutée normale. C'est vraiment anti forfait pour permettre l'accessibilité au riz.

Pour ce qui concerne l'huile, que ce soit produit ici ou importé, là encore, il y a une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée, que ce soit sur l'huile brute ou raffinée, puisque nous avons la chance d'avoir également une grande nouvelle usine qui raffine l'huile de palme. Pour l'huile brute ou l'huile raffinée, produite localement ou importée, il y a également une exonération de la TVA qu'il faut noter.

Mais, nous avons tous entendu que depuis deux (2) jours, l'Indonésie a fermé ses portes à l'exploitation de l'huile de palme. Donc, la seule source aujourd'hui est la Malaisie où là encore on va avoir un tout petit peu de restriction.

Ce n'est pas pour noircir le tableau, mais nous nous devons un langage de vérité qui nous permettra de trouver des solutions ensemble, puisque la première solution en tout cas la plus palpable dont les consommateurs peuvent vraiment bénéficier, c'est qu'il y ait un abattement sur les prix,

donc de la taxe sur la valeur ajoutée. Donc en gros, pour ces produits de grande consommation, nous avons systématiquement une absorption de 18% sur le prix de revient.

Pour le ciment qui est une réalité, c'est vrai que quand on parle de manger, nous allons dire qu'on ne va pas mettre le ciment dans les produits de grande consommation mais le ciment est consommé et c'est un produit que nous affectionnons au Bénin. Pour le ciment, il y a eu un plafonnement des prix. La réalité est que le gasoil a augmenté et que nous avons le transport qui a pris un petit peu également pour pouvoir apporter au moins le produit à l'intérieur du pays. Sans avoir la langue de bois, vous allez dire mais pourquoi le ciment n'a pas le même prix puisqu'on a déjà entendu ces questions-là ; c'est une pré réfaction qui a existé et qui a montré ses limites puisqu'à partir du Zou, on n'avait plus de ciment disponible et depuis quelques années donc, le nouveau mode de distribution a permis d'avoir au moins l'accessibilité des produits.

Tout à l'heure, le ministre d'État a parlé du fret. La réalité sur les produits en tout cas importés est que parfois le fret est même plus cher que le prix du produit lui-même. Il y a des

produits sur lesquels le fret a été multiplié par six (6) et quand les importateurs regardent le coût du fret, ils se disent mais ce n'est plus la peine que j'importe. Cela crée parfois des spéculations sur certains produits.

Donc, l'abattement de 50% sur 10 malgré les 50% sur certains produits, quand le fret est multiplié par six (6), le consommateur va dire : je ne le sens pas, mais c'est la réalité. Aujourd'hui, notre combat, c'est vraiment la disponibilité de ces produits-là et nous regardons tous les jours, pas que les hydrocarbures mais tous les produits de grande consommation, pour ajuster s'il le faut, les mesures pour que nous puissions avoir la disponibilité sur le marché. Merci !

M. le président. Merci ! Le ministre chargé des relations avec les institutions avait été prévu pour terminer le cycle des interventions du gouvernement.

Est-ce qu'il y tient?

M. Séverin QUENUM, ministre de la justice. Merci, monsieur le président !

M. le président. Ça va ! Continuez ! C'est bon !

M. Séverin QUENUM. D'ordinaire, le gouvernement ne parle que d'une seule voix. Donc, exceptionnellement, deux ministres se sont exprimés sur la question mais vu l'importance du sujet, je vais peut-être ajouter que nous sommes dans une phase critique qui est une phase de crise économique qui n'est pas propre à notre pays parce que ni les causes, ni les sources de cette crise qui induisent une augmentation de la cherté de la vie, du prix des denrées ne régit pas d'un problème national.

Cela veut dire que nous devons en appeler non seulement à la bonne compréhension de tous nos citoyens mais également à la responsabilité des uns et des autres notamment tous ceux qui se trouvent dans la chaîne d'importation et de la distribution des produits qui sont en phase de renchérissement de leurs coûts.

Responsabilité pourquoi ?

Parce qu'en pareilles circonstances, la tendance à la spéculation au commerce véreux est une tendance

trop facile. Nous veillerons à ce que cette pratique ne vienne pas saper tous les efforts du gouvernement et si d'aventure, nous nous trouvons dans ces circonstances, on n'aura aucune peine à sanctionner à la mesure des forfaits qui auront été accomplis. Je crois que la plupart de ceux à qui ce message s'adresse ont compris ou vont comprendre parce qu'à partir d'un certain seuil, il n'y aura pas de faveur. Ce sera la tolérance zéro.

Voilà ! En tant que ministre de la justice, ce que je suis capable d'ajouter à ce que le gouvernement entend entreprendre et faire dans ces circonstances exceptionnelles.

M. le président. Merci à tous les membres du gouvernement qui se sont succédés pour expliquer de fond en comble tous les tenants et les aboutissants de cette cherté de la vie qui impacte notre laborieuse population et notre vaillant peuple.

Je voudrais, que conformément au règlement intérieur et qui par nos pouvoirs à transformer la question d'actualité en question orale avec débat, inviter dans un premier temps les signataires, c'est-à-dire les députés Barthélémy Kassa, Orden Alladatin et

Gérard Gbénonchi, qui doivent d'être prioritairement invités à intervenir et ensuite prendre la liste de ceux qui voudraient leur succéder.

Alors, par ma droite, qui sont ceux qui voudraient intervenir à la suite de ces trois signataires ?

(Inscription des intervenants)

M. le président. Relisez pour que nous sachions que nous n'avons oublié personne.

M. Délonix KOGBLEVI. *(Donne lecture de la liste des intervenants).*

M. le président. Étant donné que c'est le seul point à l'ordre du jour, et compte tenu de l'importance du sujet qui intéresse nos populations que nous représentons, vous allez essayer de respecter, comme je l'ai dit, même si je ne limite pas le temps, la règle ABC: audible, bref et concis et cela permettra de dire l'essentiel en peu de mots et sans trop se répéter.

Voilà !

Sur ce, donnez la parole aux inscrits

dans l'ordre des inscriptions, s'il vous plaît !

M. Délonix KOGBLEVI. Député Kassa Barthélémy !

M. Barthélémy KASSA. Monsieur le président, je voulais tout d'abord vous féliciter pour l'opportunité que vous nous donnez à chaud pour montrer effectivement que la question est une question d'actualité, pour cette tribune que vous avez mise à la disposition du gouvernement pour nous exposer sa vision de la gestion de la situation, de la gestion conjoncturelle et la gestion structurelle de la situation qui préoccupe tous nos compatriotes. C'est en cela que je vous félicite, Monsieur le président.

Ceci me donne l'occasion de féliciter le gouvernement en toute honnêteté, le féliciter pour sa compréhension, une bonne compréhension de la situation géopolitique et de la compréhension, également de la géostratégie des forces au niveau mondial.

Je suis rassuré lorsque le ministre d'Etat en charge des finances a exposé ce qui pourrait se passer au

regard des signaux qu'il a indiqués. Nous sommes rassurés que le gouvernement sait où il va. Le gouvernement a effectivement la tête sur les épaules. C'est la cour des grands. Quand les grands jouent, il faut bien observer. Je voulais tout de même reconnaître que notre gouvernement n'est pas un petit gouvernement. Avec ce qu'on a observé les cinq (05), six (06) dernières années, on est fier de faire constater que nous courrons à petits pas vers cette cour des grands et bientôt nous serons cités. Nous sommes déjà cités au niveau de la sous-région, ce n'est pas un leurre ; que dans peu d'années, si la tendance est maintenue, si aujourd'hui, on n'a pas notre mot à dire par rapport à ce qui se passe à gauche et à droite, dans peu d'années, nous aurons notre mot à dire, plaise à Dieu.

Je voulais féliciter également le gouvernement pour certaines mesures qui sont prises, notamment l'appui à la mise à disposition des intrants. Quand nous disons intrants, ici, ce ne sont pas seulement les intrants agricoles.

C'est vrai, aujourd'hui, il a été dit que le Bénin est pratiquement un des rares pays à disposer pour cette campagne des intrants agricoles. C'est vrai,

quelqu'un me dira que ce n'est pas surprenant parce qu'au regard des anciennes activités du Chef de l'Etat, c'est quand même un homme à grandes influences sur ce secteur pour qu'on puisse être sûr que, quelle que soit la situation, où que les intrants se trouvent, il va nous les ramener, ici, au Bénin.

Mais c'est aussi une question de prévision. Puisqu'il a été indiqué que les stocks disponibles ont été déjà prévus depuis l'année passée. En projection de ce qui va se passer certainement. Le gouvernement a compris qu'il faut tout faire pour que le paysan ait accès à ces intrants à coût raisonnable. Que cela ne subisse pas la flambée actuelle au regard de tous les facteurs, pas de production ! Parce que les facteurs de production n'ont pas changé. Je parle de production des intrants. Mais tous les autres aléas de transport, de distribution jusqu'au Bénin, je pense que tout cet environnement a changé et a fait que le prix des intrants a augmenté. Le gouvernement a décidé de faire en sorte que cette mesure conjoncturelle qui hausse le prix des intrants soit gérée. Mais l'autre intrant qui est très important, pour lequel je salue le gouvernement, c'est le combustible liquide gasoil. Parce que

depuis des années, on court vers la mécanisation de notre agriculture. Nous sommes en pleine saison de pluie. La pluie a démarré, l'installation des cultures, les labours, on a besoin du gasoil pour le faire. Si on doit laisser les producteurs avoir accès au gasoil au prix du marché qui est plus de neuf-cents (900) francs, je ne sais pas combien de tracteurs pourront tourner ? Je ne sais vraiment pas !

Tout ceci, ce sont des dispositions pour lesquelles il faut encourager le gouvernement. Si nous tenons dur, nous devons tout faire de telle sorte que le prix de ces deux (2) produits, les intrants agricoles et le gasoil, soit géré dans le temps. Si c'est géré, nous sommes sûrs que nous aurons toujours de la production. Parce que c'est cela la base de notre économie.

Le prélèvement sur certains produits dits de grandes consommations.

Personnellement, franchement c'est bon. Mais je ne suis pas tout à fait d'accord. Parce que nous ne pouvons pas être au Bénin, ici, nous ne pouvons pas être en Afrique et à consommer dans nos assiettes à plus de 50% européen et d'ailleurs. Ce n'est pas normal. Qu'on importe du riz encore à la date d'aujourd'hui et

d'autres produits alimentaires. On peut tolérer 10%, 15% maximum. Mais plus de 50%, ce n'est pas raisonnable de continuer à encourager cela. Parce que le renoncement de ces prélèvements veut dire qu'il faut encourager toujours les gens à consommer. J'espère que cette mesure ne va pas durer dans le temps ? Cette année c'est bon, mais l'année prochaine il faut couper cela. Il faut laisser la réalité à ce niveau. Celui qui ne veut pas manger manioc... moi, je prends igname bouillie tous les matins. C'est vrai qu'on me dira qu'en ce moment l'igname coûte un peu plus cher. Mais ce sont des stocks qu'on a eu à faire. Je prends la pâte d'hier les matins avec la sauce du haricot. Tu prends cela, tu es lourd et tu vas au champ correctement. C'est ce que nous faisons.

Je pense que le gouvernement a prévu cette mesure. Le ministre des finances a dit qu'il hésite pour être politiquement correct, donc il ne va pas trop parler de cela. Moi, je pense que c'est ce langage qu'il faut tenir. C'est un langage de mise en conscience. C'est un langage de vérité.

Hier, on était à un séminaire, Monsieur le président, rappelez-vous ! La plate-forme nationale des

organisations paysannes a fustigé le fait que les commandes publiques pour nourrir les internés, les gens des prisons, les militaires etc., ne tiennent pas forcément compte des produits locaux. Cela est grave Monsieur le président. Si nous devons encourager la culture de « consommons local », c'est d'abord le gouvernement qui doit donner le top à travers ces institutions de grandes consommations publiques, grandes consommations des produits alimentaires. Je suis d'accord qu'on me dise les scieries, les meubles et tout mais d'abord ces produits, ces denrées alimentaires, c'est par là il faut commencer et nous en sommes capables.

Le soutien à la résilience de l'économie, je félicite le gouvernement pour les mesures qui sont prises. Après avoir examiné nos importations et pour savoir ce qu'on aurait pu produire sur place et qu'on continue d'importer, notamment le poulet et d'autres produits d'origine protéinée. Je pense que le gouvernement peut réussir cela, je sais que quand ils le disent, quand même ils réussissent un peu tout.

Je voulais vraiment ne pas monopoliser la parole mais pour demander de tout faire pour que le

PAG II soit en grande partie réalisé, notamment en ce qui concerne les infrastructures routières. Il y a beaucoup de communes qui attendent encore leur part de prospérité du PAG. Il ne faudrait pas que cette situation de crise empêche ces communes d'avoir leurs infrastructures routières. Je vous remercie Monsieur le président, vous comprenez de quoi je veux parler.

M. Délonix KOGBLEVI. Député Gbénonchi Gérard !

M. Gérard GBENONCHI. Oui, la crise de la cherté de la vie qui touche la quasi-totalité des pays et dont les contrôles échappent à tous du fait de la mondialisation, peut déstabiliser les Etats et leurs institutions si rien n'est fait pour expliquer et faire comprendre à ceux qui en subissent tragiquement les effets, la nature, l'ampleur et les solutions localement apportées. Il faut que les classes dirigeantes à qui incombe la gouvernance des pays se portent vers les populations à la base pour communiquer, expliquer, dialoguer sur la réalité des maux qui frappent sans discernement tous les pays ; leurs

causes, leurs impacts, leurs probables durées et les efforts que tous doivent consentir pour les juguler. Et c'est en cela qu'on peut juger de l'opportunité de la présente séance.

Je voudrais remercier le gouvernement, pris à travers les ministres qui sont arrivés, ici, ce matin : le ministre d'Etat en charge de l'économie et des finances, madame la ministre de l'industrie et du commerce, le ministre, le garde des sceaux, ministre de la justice et de la législation.

Les exposés faits, ici, ce matin nous éclairent et nous ont éclairés, nous qui sommes les représentants du peuple. Oui, nous avons besoin de ces informations-là. Je voudrais remercier et féliciter le gouvernement pour les mesures qui sont prises, qui sont des mesures responsables. J'ai dit tout à l'heure que tout gouvernant se doit en face de cette crise de prendre ses responsabilités et le gouvernement du Bénin n'a pas croisé les bras. Les mesures conjoncturelles, je ne vais pas revenir là-dessus et les mesures structurelles, surtout celles relatives à l'interdiction d'importation de certains produits que nous pouvons produire, développer chez nous localement. Nous avons la responsabilité désormais en tant que

mandataire du peuple, de descendre à la base, pour relayer ce que nous avons entendu ce matin, pour expliquer aux populations qui sont déboussolées. Parce que ne comprenant pas ce qui leur arrive. Hier, j'ai acheté du gari, je passais, une dame avait le gari sur la tête, je me suis arrêté, je l'ai appelée, j'ai voulu acheter du gari, elle m'a dit trois-cents (300) francs la mesure. Ce qu'on avait l'habitude d'acheter à cent (100) francs, c'est maintenant à trois-cents (300) francs. La vie est chère, les populations ne comprennent pas. Voilà que nous sommes en train de subir les effets de ceux dont nous ne sommes pas responsables. Je suis en train d'apprendre que le gouvernement entreprend très prochainement une tournée pour descendre vers les populations, pour aller leur expliquer ce que nous avons entendu, ici, ce matin. Nous nous ferons solidaires de cette tournée. Et je pense que nous ferons le relai quand le gouvernement aura fini, pour que toutes les populations, toutes les béninoises et tous les béninois soient informés de ces mesures. Je passe par cette occasion pour nous inviter à la sensibilisation de nos populations pour que nous retournions au "consommons local" qui a été évoqué ce matin. Il faut que nous

apprenions à nous accommoder de l'environnement dans lequel Dieu nous a placés. Si Dieu nous a mis quelque part, les produits qu'il a mis autour de nous, il faut que nous nous en habituions. C'est pour cela que je m'associe pleinement de ce que le député Kassa a dit tout à l'heure. Apprenons à être moins « yovo ». Nous ne serons jamais « yovo ». Cessons de ressembler aux « yovos », de faire du « yovo » ou manger du « yovo ». Dieu veut que nous retournions à nos origines. Je suis très content de cette séance de ce matin et je pense comme je l'ai dit, que nous allons retourner vers nos bases pour relayer tout cela.

M. Délonix KOGBLEVI. Député Alladatin Orden !

M. Orden ALLADATIN. Merci, monsieur le président de l'Assemblée nationale ! Parce que si nous n'étions pas en vacances parlementaires, c'est par ici qu'aurait commencé le gouvernement. Ces missions d'information comme on le fait aujourd'hui, les collègues ont dit que c'est un devoir pour nous de pouvoir relayer ce qui se fait. Nous avons

écouté le gouvernement. Il y a eu beaucoup d'efforts, beaucoup d'anticipations. Je voudrais juste, aux côtés de nos populations, compatir parce que le mal qui nous frappe, nous frappe tous, mais à des dimensions différentes, à des mesures différentes. Nous, nous sommes parmi les élites du pays et nous ne sentons pas ces difficultés de la même façon et c'est pour cela que je voudrais compatir. On dit que tant qu'il y a à faire, c'est que rien n'est fait et c'est cette dimension que je voudrais que l'on puisse aborder malgré tous les efforts qui se font.

La grande préoccupation aujourd'hui, c'est à qui la faute ? Le gouvernement s'est expliqué et c'est surtout pourquoi nous devons les appuyer pour que ce ne soit pas source d'intoxications nouvelles. Nous avons l'habitude de vitrioler souvent ceux qui prennent au sérieux nos problèmes. Lorsque vous avez, à la tête de famille, des irresponsables qui tournent tout à la dérision, cela nous fait rigoler, cela nous fait rire et l'on va dire ah ! Le vieux-là est rigolo parce qu'il ne prend rien au sérieux. Nous avons l'habitude de cela. Mais quand vous avez des responsables, des gouvernants qui prennent à charge des difficultés, qui vous les expliquent

et qui indiquent le chemin quoique difficile à suivre, c'est souvent le vitriol et nous en sommes habitués. Un seul mandat avant la fermeture de la frontière avec le Nigéria, dans une certaine mesure le Togo. Nous avons la Covid-19, l'extrémiste violent et maintenant la guerre en Europe en un seul mandat. La vraie question que je voudrais qu'on se pose ici à l'Assemblée nationale et que je voudrais que nos concitoyens se posent, c'est qu'il n'y avait pas cette rigueur au sommet de l'Etat. S'il n'y avait pas cette méthode et cette discipline au sommet de l'Etat, que serions-nous devenus avec tout ce que je viens d'aligner comme aléas exogènes à notre pays ? Cela aurait été très difficile. J'ai dit que tant qu'il reste à faire, c'est que rien n'est encore fait. Mais quand on analyse ce contexte et que l'on sait d'où nous sommes venus, il y a lieu de dire félicitations même s'il reste à faire. Félicitations donc au président de la République, au gouvernement pour cette anticipation sur ces mesures ardues. J'ai été un peu sur ma faim quand la délégation du gouvernement, peut-être que le ministre de l'agriculture n'est pas présent, parce que c'est le maillon qui a manqué.

La ministre du commerce a parlé, le

ministre d'Etat, chargé des finances a parlé et ces mesures-là, nous les observons au jour le jour, mais au niveau du ventre, c'est-à-dire la production agricole. J'ai entendu le ministre parler la fois dernière et en langue. D'accord ! Mais on aurait voulu que le ministre de l'agriculture soit devant nous pour que l'on puisse aborder, de façon détaillée, un certain nombre de préoccupations. Le gouvernement a beaucoup fait. Et peut-être qu'il faudrait utiliser les recettes du passé aussi. Sous le pouvoir révolutionnaire, lorsqu'il y a eu ces alertes, il y a eu d'autres types d'anticipations aussi où le député est retourné au champ, les fonctionnaires sont retournés sur les portions de terre. Il faudrait qu'on aille au champ. Tout le monde peut faire du jardinage. Moi, dans mon quartier, il y a des parcelles vides, mais qui sont en friche. Je sais que ces petites mesures peuvent compter parce que cela a été annoncé. La crise ne tend pas vers sa fin et si le Bénin et l'Afrique ne profitent pas de ce qui arrive pour opérer une vraie révolution mentale, je pense que le gouvernement aura beau faire des efforts dans cet îlot de crise sous-régionale, cela va être difficile pour nous. Regardez les efforts qui sont faits pour rendre attrayants les parcs et autres et

l'extrémisme violent. Cela nous a prouvé à suffisance que nous seuls dans notre îlot de bonne gouvernance et d'efforts ardu ne pourrions pas faire l'affaire si nous n'arrivons pas à contaminer la sous-région. Et le ministre d'Etat l'a dit, nous avons beaucoup travaillé, retourné sur nous-mêmes. N'est-il pas temps d'aller à la conquête des autres enfin ? Le président de la République a pris la présidence de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Je pense que nous avons beaucoup résisté par le passé. Il faut qu'on aille là. Quand nous, on va à l'international, beaucoup ne savent pas ce que nous faisons ici. Nous pensons qu'avec les résultats, tout le monde découvrira nos prouesses. Non ! Nous devons commencer par aller à la conquête des autres aujourd'hui, et leur parler. Nous ne pouvons pas transformer qualitativement et durablement notre pays si nous ne contaminons pas les autres. Je pense que l'heure est venue de contaminer les autres de la sous-région. Et les sujets évoqués par le ministre d'Etat, de plus en plus, nous devons aller un peu plus loin.

Vous savez, aujourd'hui, la Russie demande à être payée en Roubles. Que peuvent être les pays du Franc

CFA si la Russie nous demande de plus en plus de faire nos transactions en Roubles ?

Nous devons anticiper. Les questions au Mali, au Sahel participent donc de la géostratégie mondiale. Il n'y a que l'Afrique qui n'ait pas compris que tout se joue. C'est l'avenir qui se joue au Sahel.

Et je pense qu'au niveau africain, nous sommes en train de fêter depuis hier, pas de fêter, de nous souvenir de la mort de Nkrumah par rapport au panafricanisme. Je voudrais, à partir d'ici, lancer un appel pour que la représentation nationale s'intéresse de plus en plus à ces débats et aux enjeux mondiaux. Nous avons travaillé sur le Bénin, nous avons un gouvernement sérieux, mais il faut de plus en plus convaincre de ce que cet îlot que nous constituons ne suffira pas pour influencer le monde.

Merci au gouvernement pour ce qu'il fait ! Nous serons sur le terrain avec vous pour expliquer, mais surtout pour qu'on ne continue pas de vitrioler, de faire de la diversion par rapport aux sujets sérieux qui se posent au pays et au continent.

M. Délonix KOGBLEVI. Député

Tognigban Etienne !

M. Etienne TOGNIGBAN. Je voudrais, à mon tour, remercier le gouvernement de mon pays par rapport aux dispositions rapides, anticipées prises pour commencer par juguler les crises.

Monsieur le président de l'Assemblée nationale, lorsque le ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances nous entretient, vous avez tendance à tout oublier, vous avez tendance à croire que lorsqu'il finit de parler, nous sommes soulagés. Mais, je m'en voudrais de ne pas remercier toutes les initiatives prises promptement pour aborder la situation. Mais au-delà des mesures prises, moi, j'ai noté qu'il y a un manque de suivi dans l'exécution des initiatives prises par le gouvernement. Je voudrais aller un à un.

Pour ce qui concerne les produits de première nécessité, on a subventionné le riz, mais il continue d'être vendu comme si la TVA a été appliquée. Le gouvernement a pris des mesures pour revoir aussi les huiles et consorts, c'est la même chose. On assiste toujours à la même situation. Je veux en revenir au ciment. Le prix du

ciment a été fixé par le gouvernement, mais les revendeurs agréés ont pris leurs dispositions entre eux et continuent toujours de livrer le ciment aux revendeurs sans reçu et les populations continuent de subir. Je voudrais proposer par-là au gouvernement que s'il faille doter le ministère du commerce des moyens subséquents pour pouvoir bien contrôler les vendeurs sur le terrain, qu'on le fasse.

Par rapport au gasoil, j'ai été à Lomé la semaine passée, le gasoil était à six-cent-cinq (605) francs CFA et disponible dans toutes les stations. Vous pouvez prendre même jusqu'à deux-cents litres si votre véhicule peut les contenir. Ici, nous sommes passés à six-cent-soixante-huit (668) francs CFA, mais les employés des stations vous imposent que vous ne devez pas dépasser vingt mille (20.000) francs CFA. Vingt mille (20.000) francs pour aller au nord du pays en tant que député, cela ne va même pas dépasser Savè. Maintenant, il faut qu'on suive et ces vendeurs et revendeurs sur le terrain pour le bonheur de nos populations.

Le ministre des finances a trouvé que la situation va s'empirer. Il est pessimiste et ce mot-là, avec les dispositions à venir pour aller

sensibiliser les gens sur le terrain, si nous ne trouvons pas d'autres arguments pour les entretenir et les faire espérer, les gens risquent même de nous lapider.

"Le consommions local". Il y a certains pays, comme le Cameroun, que j'ai suivis cette semaine-ci où on prépare le pain avec le manioc et la patate douce. C'est en expérimentation et ce que j'ai vu là est très bon. Si le ministre de l'agriculture était là, on allait lui proposer aussi ces voies pour prendre contact avec ceux-là, pour que le pain que nous mangeons aujourd'hui... le prix est fixé à cent-vingt-cinq (125) francs CFA. Avant, je mangeais la moitié d'un pain mais aujourd'hui, j'en consomme trois baguettes et je ne suis pas trop satisfait.

(Rires des députés)

Cela veut dire que les gens ont revu la préparation et on nous vend au même prix, mais la qualité n'est pas la même chose. Il faut que le ministre du commerce revoie ce genre de choses.

Pour accompagner aussi nos producteurs, si le ministre des

finances nous exhorte à consommer localement, il faut qu'on ait les intrants. Je voudrais aussi exhorter le gouvernement en ce début de saison où il y a des boutures sélectionnées de manioc, qu'on peut mettre à la disposition de nos agriculteurs pour booster la culture du manioc qui viendrait remplacer, à l'avenir, le blé pour lequel, on essaie qu'enlever la TVA et consorts et pourtant nous sommes sur place.

Je voudrais aussi dire à nos dirigeants, je veux parler du gouvernement, qu'il faudrait aussi qu'on prenne d'autres dispositions parce que les explications seules ne suffisent pas. Si vous voyez quelqu'un qui se porte bien, vous n'avez pas besoin de lui demander s'il se porte bien avant de le savoir. Les gens souffrent, nos populations souffrent et il faudrait qu'on arrive effectivement à les accompagner. Le président Alladatin l'a dit, tout à l'heure, il faut qu'on revienne un peu au temps de la révolution où nous allons abandonner nos cravates, nos vestes et que chacun s'applique ou bien s'emploie à avoir au moins un demi-hectare. L'armée, au temps de la révolution, les gens avaient des champs, des espaces qu'on cultivait. C'est un plus pour booster aussi l'agriculture. Mais vous allez voir la

jeunesse aujourd'hui, tout le monde veut aller à la politique parce que c'est plus facile là. Vous proposez à un jeune dit diplômé que vous allez l'aider à emblaver une superficie de terre, il a tendance même à vous donner un coup de pied dans le ventre.

Donc, je voudrais proposer qu'on change un peu les comportements, les mentalités pour redonner vie à nos populations.

Il y a aussi les magasins. Je crois que l'ONASA a été déjà fermé, si j'ai bonne mémoire. Si ce n'est pas encore fermé, qu'on revienne à ce genre de propositions pour maîtriser le maïs qu'on envoie à l'extérieur et que nous luttons à arrêter au niveau de nos frontières. Quand cela revient à l'intérieur même du pays, on nous revend cela très cher. Les magasins témoins, qu'on revienne un peu à ces choses surtout dans les campagnes pour un peu accompagner nos populations.

Pour finir, ce qui est souvent dommage, c'est que ce qu'on produit chez nous coûte plus cher que ce qu'on a importé. Il faudrait que le gouvernement pense aussi à changer cette politique de nos producteurs pour que nous puissions, en voulant

accepter le pain de Ouidah qui se fabrique, je crois avec du manioc... Il y a aussi une boulangerie à Sè. Tous les jours si vous passez par là à n'importe quelle heure, vous trouvez du pain au manioc. Ce sont des exemples qu'il faut accompagner pour que nous puissions aborder un peu la situation. Tout ce que j'ai noté, je ne pourrai pas tout dire. Je vous remercie et j'exhorte le gouvernement à souvent se rapprocher des députés pour qu'on discute ensemble. Que cela ne soit pas la seule occasion. Nous allons emboîter le pas de nos collègues, les présidents de commissions pour d'autres interpellations.

M. Délonix KOGBLEVI. Député
Médégan Fagla !

Mme Sedami MEDEGAN FAGLA.
Le camarade Orden Alladatin, le président de la commission des lois a pris mon introduction en charge. Mais je vais quand même le dire rapidement avec mes propres mots.

J'espère que l'Afrique n'est pas encore en train de louper une opportunité. Parce que nous avons vu pendant la crise de la COVID, notre

incapacité régionale à nous organiser pour produire nous-mêmes certains intrants nécessaires dans la lutte contre la propagation de cette pandémie. Et là, nous retombons dans une période qui nous prouve combien nous avons été incapables de nous organiser depuis soixante (60) ans maintenant, pour produire ne serait-ce que ce dont nous avons besoin de consommer nous-mêmes.

Regardez un pays comme l'Ukraine, quarante-quatre millions (44.000.000) d'habitants qui nous envoie le blé que nous consommons ; la Russie, cent quarante-quatre millions (144.000.000) d'habitants qui nous envoie le pétrole, le gasoil que nous consommons alors que nous produisons du gasoil localement. Nous produisons le brut que nous leur envoyons là-bas. Qu'est-ce que les ukrainiens ont de plus que les africains ? Il faut qu'on se pose de véritables questions. Toutefois, on ne peut que féliciter le gouvernement parce que pendant la Covid nous avons résisté. Là, la guerre arrive en Russie-Ukraine, nous résistons encore. Mais jusqu'à quand est-ce que nous pouvons résister ?

Ma première question concernant le gasoil a été partiellement prise en charge par le député Tognignan mais

je voudrais revenir là-dessus parce que les prix dans la sous-région, dans la région UEMOA sont relativement maîtrisés. Au Togo, six cent cinq (605) francs comme il l'a dit, au Burkina cinq cent quarante-cinq (545) francs, en Côte d'Ivoire six cent quinze (615) francs, au Sénégal six cent cinquante-cinq (655) francs, au Mali un peu plus cher, sept cent soixante (760) francs. Le Bénin subventionne, mais peut-être un peu moins que certains puisqu'autour de nous, cela reste globalement moins cher. Je n'ai pas cité les pays de la CEDEAO. Je n'ai pris que les pays de la zone CFA.

Ensuite, les intrants agricoles, je regrette également le fait que le ministre de l'agriculture ne soit pas présent parce que la plupart des questions vont aller vers lui parce qu'on parle des intrants qui vont devenir en réalité de l'or. Cela va être l'or blanc en ce moment pendant cette période.

J'ai deux (2) questions. D'abord, quelles sont les mesures qui vont être mises en place pour s'assurer que les agriculteurs qui vont acheter les intrants, vont véritablement les utiliser sur leurs terres au lieu de nourrir de nouveaux trafics, des trafics de vente d'intrants vers les pays limitrophes ?

Ensuite, quelles sont les mesures qui sont prises pour vérifier aux frontières, mais pas aux frontières classiques où il y a la douane classique mais aux frontières poreuses, aux frontières qu'on ne voit pas, qui ne sont pas visibles ? Par exemple aux frontières de Ségbana, qu'est-ce qu'on fait pour être sûr que cela ne va pas passer par les petites forêts ; les petites rues ? Parce qu'en réalité, la plupart des choses sortent par là, pas par la frontière classique, nos frontières classiques. Donc qu'est-ce qui est fait pour être certain que ces frontières seront surveillées également ?

Ensuite, vous avez parlé de blé par exemple, le ministre du commerce a dit que nous produisons trois mille (3.000) tonnes de blé. J'ai été un peu surprise parce que je ne savais pas. Pardon ! Ah, de farine de blé ! Je n'ai pas compris. Trois mille (3.000) tonnes de farine de blé. D'accord !

Aujourd'hui, si tant est que nous voulons consommer du blé, il y a des semences qui permettent de faire du blé même dans les pays chauds. Pourquoi est-ce qu'on n'encourage pas certains producteurs à aller vers cela ? Parce que si on veut consommer du blé, supposons qu'on ne veut pas changer, qu'on veut

consommer du blé, mais il y a des semences aujourd'hui. Pourquoi est-ce que l'agriculture ne peut pas s'organiser pour encourager des filières de production de blé dur par exemple ?

Vous avez parlé de poulet, de limiter à moyen ou à long terme l'importation de poulet. Mais si le poulet local est en train de disparaître aujourd'hui, c'est parce que le gouvernement n'a pas encouragé les producteurs locaux, les aviculteurs locaux. Puisque pendant une période, nous avons vu des locaux se lancer dans la production à grande quantité de poulets. Mais ils n'ont pas été encouragés. J'ai appris récemment qu'ils ont tous fermé la porte parce que justement la concurrence était tellement telle qu'il n'y a pas eu de mesures pour les encourager à continuer. Donc, aujourd'hui, vous parlez de limiter l'importation de poulet mais ce n'est pas un peu trop tard ? Si vous avez laissé des gens qui ont investi des dizaines de milliards mourir, médecin après la mort quoi !

Je veux revenir sur le blé parce que le blé ou la production de pain ou de certains aliments... En Europe, en France notamment, il y a ce qu'on appelle les meilleurs artisans. Il y a une classe qu'on appelle les meilleurs

artisans de France dans tous les domaines. Cela peut être dans la boulangerie, dans la maçonnerie, dans la menuiserie, et en réalité cela crée une dynamique, une compétition dans les filières où on trouve les meilleurs artisans. Le meilleur artisan, il est comme un chef dans son domaine, reconnu, payé mais vraiment c'est une star en fait dans son domaine. Si on veut encourager la production de blé, de pain de manioc, pourquoi ne pas lancer une compétition nationale de production de pain local et puis encourager, pouvoir sortir des talents, trouver la meilleure recette et lancer cela localement ? Il y a des initiatives que le ministère de l'agriculture, même le ministère du commerce ou le ministère des petites et moyennes entreprises peuvent lancer. Donc tout n'est pas forcément de subventionner. Il y a des choses qu'on peut encourager également autrement.

Vous avez donc parlé de limiter à moyen et long terme l'importation de poulet. D'accord ! Et le riz ? Le riz béninois est très bon. Je vous entends subventionner ou prendre en charge la TVA de riz mais c'est toujours au détriment du riz local. Donc, qu'est-ce qu'on veut en réalité ? Qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est-ce qu'on veut ? Qu'est-ce qu'on ne veut pas ? Je ne

comprends plus rien. Aujourd'hui le riz local, le riz béninois...

(Remous)

Permettez-moi de finir s'il vous plaît !

Le riz béninois coûte toujours peu cher. Moi j'en consomme depuis dix (10) ans. Cela coûte toujours sept mille (7.000) francs les dix (10) kilos. Cela n'a pas pris un franc pour l'instant. Donc, pourquoi ne pas encourager cela également ? Je ne sais pas. Encourager les producteurs plutôt que de diminuer de façon drastique la TVA ?

Voilà globalement pour mes questions !

M. Délonix KOGBLEVI. Député Nobimè Patrice !

M. Patrice NOBIME. Je remercie les collègues auteurs de la question. Je remercie le gouvernement et surtout le ministre d'Etat chargé des finances. A chaque fois que vous venez à l'hémicycle, j'ai la nostalgie de mon temps à la faculté d'économie et de la

fiscalité. Dieu vous a pourvu. C'est bien ! Je vous remercie chaque fois. Les mannes du Bénin et notre Dieu vont vous bénir monsieur le ministre et le gouvernement de Patrice Talon. Je voudrais aussi profiter de cette occasion et vous remercier pour les points que vous ne cessez d'avoir sur le plan international. Vous faites parler de notre petit Bénin. Vous faites même trembler la banque mondiale. En toute sincérité, je lis beaucoup de choses sur vous.

Revenant à la préoccupation, d'entrée, je suis contre les subventions. A ce niveau, qu'est-ce qui se passe ? Comment nous sommes en train de faire ? Les subventions, c'est dans la poche des commerçants véreux. Depuis qu'on a envoyé les subventions, les prix ont changé ? Les prix n'ont pas changé. Pas du tout ! Donc, si le gouvernement a encore la possibilité de suspendre, qu'il le fasse rapidement et mettre plutôt les fonds à la disposition des agriculteurs. Le maïs, le manioc, tout cela, mettez les fonds à ce niveau. Avant, nous avons les sociétés d'Etat qui produisaient. Mettez ces fonds à leur disposition et donnez-leur un cahier de charges. C'est notre roi Guézo qui a fait la promotion de l'huile de palme. Est-ce que vous avez fait des enquêtes sur la

Côte d'Ivoire ? D'ici à là, nous allons commencer à consommer l'huile de Malaisie. On attend la Malaisie. Non ! Que le gouvernement revoie sa politique de subventions.

Le ministre d'Etat, la fois passée, vous avez tenu une conférence de presse. Avez-vous lu les commentaires qui ont suivi ? Il faut que nous changions de langage avant d'aller sur le terrain.

Revenons aux hydrocarbures. Jusqu'au 25 mars, l'essence est à cinq cent cinq (505) francs à Attakpamè. J'ai acheté et j'ai fait le plein à la pompe à Attakpamè à cinq cent cinq (505) francs l'essence. Hier, j'ai acheté le gasoil dans un camion à Gaya à cinq cent trente-huit (538) francs. Qu'est-ce qui se passe ? Hier, le gasoil à cinq cent trente-huit (538) francs à la pompe à Gaya, juste un peu après... en rentrant. Dans ce cas, qu'est-ce qui se passe, chers membres du gouvernement ? Avec cela, nous irons sur le terrain ? J'aimerais qu'on revienne aux temps révolutionnaires avec les productions d'Etat et autres. Réhabilitez les magasins témoins (ONASA) et demandez qu'on cultive beaucoup pour conserver et maintenant nous allons faire le jeu de Karl Marx. Vous allez faire un effort. On va remplir ces magasins et mettre

sur le marché pour chuter le prix des commerçants véreux. Il faut qu'on cesse de parler français, économie et tout cela et de façon pratique, qu'on se concentre sur le terrain.

Toutefois, je voudrais remercier le gouvernement du président Talon. Il fait tout. Le Bénin aime trop faire le français. Je me rappelle bien entre temps, on avait un marché qu'on appelait "monoprix" et les gens laissaient les pommes produites chez nous ici, ils achetaient les importées. Le monsieur s'est levé, il a mis les pommes produites au Bénin dans les emballages français et les béninois se sont jetés là-dessus. Ils ont constaté que c'est meilleur. Or, c'est bel et bien ce qui a été produit dans notre pays.

Il y a les réformes partout. Je voudrais encourager le président et le gouvernement à réformer la psychologie béninoise.

M. Délonix KOGBLEVI. Député Guidi !

M. Euric GUIDI. Les collègues ont abordé la plupart des points. Toutefois, je tiens à féliciter le

gouvernement pour son sens d'anticipation. Avec l'analyse de la situation mondiale, nous, les pays pauvres, ne pouvons rien faire pour fléchir la production des grands. Ce qu'il nous reste, c'est de prier pour que la guerre cesse. Et prier, c'est ce que nous savons faire le plus. Nous devons prier pour que cette guerre cesse.

J'étais en contact avec un grand producteur de blé et de maïs ukrainiens et qui voulait déverser ses produits chez nous parce qu'il est venu prospecter le terrain avant que la guerre n'éclate. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à cette situation de pénurie sur plusieurs produits. Et le gouvernement a pris des mesures idoines pour subventionner, pour enlever des TVA. Malgré cela, comme l'a dit tout à l'heure le collègue Tognigban, aucun citoyen béninois ne respecte les mesures prises par le gouvernement. Au contraire, on fait de la spéculation. Comme on le dit, le singe fait des efforts, mais on ne voit pas sa sueur. C'est cela la situation du gouvernement.

Je suggérerais qu'il y ait des brigades de contrôle indépendantes, des agents assermentés de l'Etat. Parce que le contrôle doit se faire sans

complaisance. On a interdit dans ce pays l'importation des croupions dindes, des ailerons, mais cela pullule sur le marché. Allez à la frontière de Hillacondji. C'est interdit officiellement, mais on fait cela à la barbe des structures d'Etat chargées du contrôle, de faire le suivi. Si nous interdisons ou limitons l'importation de poulets, des mesures idoines doivent suivre pour encourager et inciter la mise en place des élevages modernes. Parce que la Côte d'Ivoire l'a tenté et a réussi avec l'appui de la Banque mondiale. Mais il faut que cela se passe ici également et qu'on produise localement et qu'on consomme surtout nos poulets locaux.

La dernière proposition, c'est dans le même sens que les collègues. Quand le gouvernement voudrait aller sur le terrain, il faut que nous soyons associés. Parce que ce n'est pas bon que le gouvernement aille et qu'après, les députés aussi d'un autre côté. Nous sommes dans la même barque. Parce que quand nous parlons des infrastructures routières pour faciliter l'écoulement des produits, la circulation des biens et des personnes, on nous demande si c'est cela qu'on va manger. Nous l'entendons tous. Donc, nous devons descendre ensemble pour défendre la même

cause.

M. Délonix KOGBLEVI. Cher président Ahonoukoun !

M. Marcellin AHONOUKOUN. Après la Covid, c'est la guerre. Le monde entier ne s'est pas tiré d'affaire suite aux méfaits, à l'impact de la Covid-19 sur l'économie quand la guerre a été déclenchée. Et c'est les pays producteurs, les gros fournisseurs au monde qui sont en guerre. Cela veut dire que la fin de notre calvaire n'est pas pour demain. Le bout du tunnel est encore loin. Le ministre des finances a fait l'histoire. Et je voulais abonder dans le même sens pour dire qu'après Hitler, c'est Poutine. Savez-vous que la deuxième guerre mondiale a favorisé la décolonisation de l'Afrique ? Peut-être qu'après Poutine, qui a favorisé l'industrialisation de l'Afrique, c'est une prémonition, je crois, que l'Afrique partira bien dans le livre d'Edem Codjo : « Et demain l'Afrique ». Peut-être que cela va nous favoriser parce que quand j'ai écouté le ministre des finances, il a parlé de comment nous pouvons relancer notre économie en Afrique.

Mais il faut qu'on soit soudé. Aucun Etat ne peut se développer s'il reste seul. Donc, il y a une communauté que nous devons mettre en place si nous devons profiter de ce qui se passe aujourd'hui.

On a évoqué le cas du pain qu'on peut fabriquer avec du manioc. Cela se fait depuis à Accra. Et c'était bon à manger. Mais personne n'a pris le relais. C'est resté comme cela. Nous aimons toujours ce qui vient d'ailleurs. Je crois qu'il importe aujourd'hui que nous sachions que nous devons produire davantage. Et que la production que nous aurons à faire ne nous permettra pas de rester seul. Parce que la Chine, que nous admirons en matière de production, est le premier producteur de blé au monde, mais importe du blé. Cela veut dire que le blé produit par la Chine n'arrive pas à nourrir tous les chinois mêmes. Donc, quand bien même nous aurons à produire de la volaille ici, il faut toujours la marge d'importation. Restons dans la communauté, c'est une interconnexion en matière économique. C'est la survie.

Je m'en vais poser deux questions au gouvernement.

Le Bénin peut-il constituer des

réserves stratégiques surtout en matière d'hydrocarbures ? C'est cela qui est à la base de tout. On nous dit même que le fret dépasse même le coût de la production. C'est dangereux. Si nous avons de réserves pendant deux ans là, peut-être qu'on pourrait faire face. Les réserves mêmes alimentaires, les silos qu'on avait, est-ce qu'on peut trouver encore de grains dans les silos comme dans nos maisons au bon vieux temps : du maïs, des greniers ? Le maïs, il y en a plus. Donc, c'est nous-mêmes. Nous ne pouvons plus abandonner l'agriculture, mais l'on pouvait avoir de problèmes alimentaires véritablement quand il y a sécheresse. Il n'y a pas eu sécheresse, il n'y a pas eu guerre en Afrique en tant que tel. Donc, nous devons avoir à manger à profusion, mais cela coûte cher. Au moins, jusqu'à présent, nous avons encore sur les marchés des denrées, des choses qu'on peut acheter et manger. Donc, cela veut dire que si la population souffre, c'est parce que le pouvoir d'achat qui est affaibli. L'Etat fait beaucoup mais nous, députés, demandons à l'Etat de faire encore plus. L'enfant qui pleure et qui demande, ne sait pas que sa maman est en train de courir. Nous voulons qu'on revoie encore les contours pour que le panier de la ménagère puisse

être encore amélioré. Puisque nous le faisons déjà, nous essayons, chaque fois que nous sortons de Porto-Novo, chacun rentre dans son milieu, là où il a été élu, je crois qu'il est heurté à ces genres de gémissements des populations. On ne fait qu'apporter des solutions précaires. On leur parle. Des fois, nous nous culpabilisons. Nous disons dans tel et tel village, il y avait combien d'hommes. Combien d'hommes aujourd'hui il y a là ? Combien vont au champ dans ce village-là ? Aujourd'hui, les villages sont désertés : l'exode rural. Le zémidjan a pris le dessus. Et c'est comme cela que les localités qui ont eu de grandes productions ont été abandonnées. Donc, nous devons revoir cela. Par quelle stratégie le gouvernement peut-il mettre sa jeunesse à la production agricole ? C'est de cela qu'il est question.

Deuxième question qui me tient vraiment à cœur, monsieur le ministre, à votre analyse, dites-nous l'impact de la situation de l'inflation sur le PAG-2 ?

M. Délonix KOGBLEVI. Président Ahouanvoébla !

M. Augustin AHOUANVOEBLA. Monsieur le président de l'Assemblée nationale, je crois que tous les collègues qui m'ont précédé ont dit l'essentiel, mais je me permettrais d'ajouter quelques réflexions à ce qu'ils ont déjà dit.

Nous sommes les représentants du peuple et nous savons qu'il y a une augmentation pratiquement incontrôlée du coût d'achat des denrées de grande consommation dans notre pays due au contexte nouveau.

Mais je voudrais savoir, en tant que bon villageois, comment nous nous organisons, nous qui sommes du pouvoir, le parlement, où dans un langage facile, dans un français facile, donner de la voix et aller informer nos populations ? Je crois que c'est un travail que nous ferons, peut-être dans les heures qui suivent, pour véritablement dire ce qui y est et empêcher les spéculateurs de continuer à faire ce qu'ils font, empêchant les populations à divers niveaux de vaquer à leurs activités notamment agricoles.

Je voudrais louer le gouvernement, notamment le ministre d'Etat chargé des finances pour ce qu'il fait. Mais je suis très inquiet par rapport au choix

des produits importés et exonérés.

Le premier produit, c'est le riz. Qu'il vous souvienne, le Bénin importait beaucoup de riz, mais 95% traversaient la frontière pour le Nigéria et ne rapportaient rien à la caisse de l'Etat, au trésor béninois. Ce sont les commerçants véreux qui, avec la frontière poreuse, trouvaient les moyens d'alimenter le marché nigérian.

Et depuis qu'il y a eu la fermeture de la frontière bénino-nigériane, vous avez vu comment le Bénin a fait des efforts et là où nous nous sommes aujourd'hui. Je crois que l'ouverture de la frontière doit commencer par nous créer encore davantage de mal. C'est vrai, nous sommes dans un espace communautaire où il faut souhaiter qu'il y ait une libre circulation des biens et des personnes.

Mais je voudrais dire que c'est une occasion rêvée, la situation actuelle d'invasion de l'Ukraine par la Russie. C'est une occasion en or pour le Bénin et les pays de la sous-région pour repenser notre émergence économique et industrielle. En s'appuyant sur les produits qui ont cours dans notre pays dont regorgent nos différents sous sols.

Je vais finir en disant que nous avons comme produits importés : le riz, le pétrole, l'engrais, les viandes, les poissons congelés, le blé, le sucre.

Voilà, fondamentalement, les produits qui sont importés !

Très honnêtement, je prierais le gouvernement de veiller à voir les produits qu'il faut encore davantage exonérés pendant que nous souhaitons qu'il faut exonérer plutôt la production des cultures de chez nous, notamment le maïs, l'haricot, l'ananas, le soja, la production de l'huile de palme, le coco, le cacao et j'en passe.

Monsieur le président, vous et moi, nous sommes des agriculteurs. Et nous avons discuté longuement hier sur cette question. Curieusement, pendant que le gouvernement pour qui je fais un clin d'œil positif quant à l'introduction du projet de loi portant orientation agricole, la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans notre pays qui est sur notre table, et qui pourrait remédier à un certain nombre de questions, je voudrais dire que dans la semaine du 15 au 22 dernier, j'ai acheté l'engrais NPK à 28.000 francs le sac. Imaginez quelle quantité j'ai achetée. Et fort heureusement, le mercredi 21 ou 20,

le gouvernement a pris des mesures pour stabiliser les prix à 14.000 poussière.

Monsieur le président, il faut être dans le domaine pour comprendre ce que je dis. Les producteurs agricoles souffrent. Et toutes les mesures qui sont prises ne renforcent que les commerçants. Parce que lorsqu'un commerçant, qui n'est pas dans le domaine agricole, va acheter, racheter, sous prétexte qu'il est aussi dans le monde paysan, va racheter des cargaisons d'engrais pendant que nous, nous en avons besoin. Non seulement il revend au Nigéria mais nous qui sommes les producteurs sur place, sommes incapables de les avoir. Il y a un problème. Qu'est-ce qu'il faut faire ? Quelles sont les mesures qu'il faut prendre pour régler définitivement cette question ? Et imaginez-vous ceux qui ont emblavé cent, deux cent, trois cent, quatre cent hectares individuellement. Aujourd'hui, ils n'ont pas d'engrais. Il y a un souci. Heureusement pour nous que nous avons notre boussole qui est du domaine et qui a su régler cette question pour nous et aujourd'hui, le Bénin ne souffre plus depuis quelques jours seulement d'engrais. Il n'y a plus de pénurie d'engrais mais il y a toujours un problème et je le dis. Ce

sont les engrais spécifiques, les différents engrais spécifiques, nous avons toujours des soucis là, monsieur le ministre d'Etat et il faut régler cela. Nous avons besoin d'engrais, nous avons besoin vraiment de ces intrants pour produire davantage de maïs, du haricot, du riz, d'ananas, du soja et les autres produits de rente. Je tiens à ce que vraiment quelque chose soit fait dans ce sens pour que véritablement dans l'avenir, nous n'ayons pas de soucis.

Je reviens maintenant en conclusion pour dire encore ce que j'avais déjà dit au départ. Il y a nécessité que nous, représentants du peuple, nous organisations pour aller dégonfler l'intoxication et la spéculation qu'il y a dans nos villages. Et retenez, que le Bénin ne se limite pas à Cotonou, à Porto-Novo, à Abomey-Calavi et à Parakou. Le Bénin, c'est aussi Ségbana. Le Bénin, c'est aussi Avrankou, c'est aussi Dangbo, c'est aussi Lokossa. Cela n'a l'air de rien mais Lokossa paraît une zone un peu reculée et rurale où on produit vraiment les cultures de chez nous.

M. Délonix KOGBLEVI. Monsieur le député Agonkan Gildas.

M. Gildas AGONKAN. Cela ne va pas et tout le monde sait que cela ne va pas. Le gouvernement a eu un langage de vérité parce que cela ne va pas. Prestation séduisante de la géopolitique internationale mais une appréciation inquiétante et à entendre le gouvernement, ce n'est pas faux parce que c'est le langage de vérité. L'horizon n'est pas clair, l'horizon est incertain. Il y a eu une batterie de mesures. Les unes anticipatrices, les autres immédiates pour pallier un peu la chose mais j'ai envie de dire, comme disait l'autre, Dieu regarda nos efforts, cela lui plut beaucoup et regarda nos résultats, nos notes et se mit à pleurer parce que dans la réalité, on se demande à quoi a vraiment servi l'effort immense, titanesque même du gouvernement. C'est pourquoi moi, mon problème c'est de m'interroger sur l'évaluation qui est faite de tout ce qui est fait par le gouvernement en ces temps-ci. On se demanderait comme certains l'ont dit et peut-être les populations le diront, pourquoi le gasoil est moins cher à côté et est disponible ? Ce sont les questions qu'on va nous poser. Pourquoi c'est un peu plus cher chez nous et n'est pas disponible ? Ces questions, nous devons les comprendre pour répondre

parce que nous sommes interpellés. Ce qui se passe me rappelle un peu la période de la dévaluation où chacun de nous à travers les vrais mots, a pu dire, il faut investir les habitudes et après nous sommes rentrés dans le confort et tout est oublié ; et ce discours, je l'entends encore maintenant. Il faut aller faire le jardin, consommer local. Après la crise, peut-être avec la force des choses, cela va passer, nous rentrerons encore dans le confort et c'est terminé. Alors, je voudrais poser directement au ministre des finances la question de savoir si notre option aussi d'économie de marché, nous ne devons pas l'ajuster un peu en nous maintenant encore dans ce qu'on a appelé par le passé et que certains pays de l'Est continuent par exercer la planification impérative de l'économie. Est-ce que cela ne s'impose pas à nous quelques fois ? Et je m'interroge et je demande maintenant que notre gouvernement, avec tous les services, les structures qui l'accompagnent puissent clairement ne pas tomber dans ce discours facile de l'ONASA ; c'est un discours très facile, je l'ai encore entendu ici. Il faut aller comprendre l'ONASA pour savoir ce qui s'est passé et de réfléchir à ce qu'on peut faire maintenant. Il y a une vérité, il y

a eu de l'audace de la part du gouvernement et ne nous méprenons pas, le PAG II est en souffrance. Il ne faut pas avoir peur de le dire. Le contexte, il ne faut pas avoir peur de le dire, il faut déjà commencer par le dire qu'entre la vie, le quotidien, le manger des populations, indubitablement on va faire des choix. Nous ne pouvons pas demander au gouvernement de faire tant de sacrifices sur des mesures sociales, sur la vie, la santé, le manger, le quotidien et dire en même temps qu'on veut qu'on maintienne dans les lignes, dans la rigueur, tous les investissements projetés. Ce n'est pas possible, c'est une absence totale de planification. Il faut que le langage de vérité parle maintenant. C'est pour cela que je suis aussi d'accord avec quelqu'un qui a dit que si on doit limiter certaines subventions, limitons et disons : ne mangez plus du pain mais mangez du beignet de haricot. J'ai l'habitude de dire que la pauvreté est l'absence d'alternative et si nous avons une alternative, si au lieu de manger du pain, je peux manger du « ata », commençons par manger du « ata » et limitons un peu les mesures de subvention qui hypothèquent véritablement la mise en œuvre d'un certain nombre d'investissements. Donc moi je souhaite que, comme le

gouvernement l'a fait et je l'ai constaté, nous sortons des langages politiques et que de façon claire, ne regardons pas des échéances mais que nous disons au peuple la vérité parce que le problème qui est là n'est pas le problème lié à la mauvaise gouvernance de notre Etat mais ce sont des problèmes qui apparaissent comme des chocs exogènes. Nous sommes obligés de rentrer dedans, nous n'avons pas la main. Le langage de vérité s'impose et demain, les peuples nous comprendront.

M. Délonix KOGBLEVI. Monsieur le député Atchawé Dominique a la parole.

M. Dominique ATCHAWÉ. J'avoue que mes collègues ont pris l'essentiel des préoccupations néanmoins, je voudrais rajouter quelques-unes. Hier, c'était le réchauffement climatique. A la suite, nous avons abordé la phase de Covid-19 et aujourd'hui, nous parlons de la situation de guerre. Ces trois éléments ont pour conséquence tout ce que nous vivons aujourd'hui dont la cherté de la vie. Face à ces situations, le gouvernement a pris des mesures exceptionnelles que je

félicite. Je félicite le chef du gouvernement et tous les membres du gouvernement, et même les cadres des différents ministères qui ont pu aider le chef de l'Etat à avoir ces stratégies. Mais j'ai des problèmes par rapport à ces mesures, parce que lorsque je prends le cas du gasoil, entre temps, madame le ministre du commerce, l'Etat aujourd'hui est en train d'injecter pratiquement neuf milliards (9.000.000.000) de francs CFA. De quelle consommation s'agit-il ? Est-ce que c'est de la consommation qui va au Niger, qui va au Burkina ou bien c'est de la consommation locale ? Parce que ceux qui opèrent dans ces domaines ou dans ce domaine, ce n'est pas l'Etat, c'est des opérateurs économiques et qui ont la latitude également de vendre du gasoil sur le Niger, le Burkina-Faso et consorts. Lorsque je prends la subvention, parce que quand on dit que le gouvernement s'est décidé de ne pas percevoir la TVA sur un certain nombre de produits dits des produits de grande consommation et qu'on me cite l'huile végétale, cela me pose un véritable problème. Pour ceux qui sont dans le domaine, ils doivent savoir que tel que mon collègue ou mes collègues viennent de le dire, le marché Dantokpa est animé pour 90% du flux du Nigéria. Est-ce que cela

veut dire que la TVA que moi je dois percevoir sur l'huile végétale est suspendue pour subventionner la consommation du Nigéria ? Est-ce que la TVA que je dois percevoir sur l'huile végétale dont le marché est animé par le Nigéria, les nigériens viennent acheter cela au Bénin, est-ce que ma TVA-là, c'est pour subventionner l'économie du Nigéria ? Alors, quelles sont les mesures qui ont été prises pour savoir qui sont réellement les importateurs de l'huile végétale parce que le port de Cotonou continue d'être ce qu'il est où les importations viennent en transit et c'est au port de Cotonou qu'on vient nationaliser ces produits-là ? Donc, les vrais importateurs de ces produits ne sont pas les commerçants du marché Dantokpa ; les vrais importateurs de ces produits ne sont pas ceux qui viennent au cordon douanier pour la prise en charge.

Monsieur le président de l'Assemblée nationale, est-ce que vous savez que la facture normalisée est devenue une filière aujourd'hui ? La facture normalisée est devenue une filière. C'est pour vous dire qu'au fur et à mesure que nous réfléchissons, il y a les indélégats qui sont dans l'ombre et qui développent le contraire de ce que

nous voulons. Certains ont déjà été emprisonnés ne serait-ce que pour la mafia qu'ils ont installée dans le secteur de la facturation normalisée donc je voudrais désormais que le ministère du commerce puisse exiger la délivrance d'une licence d'importation parce qu'à partir du moment où l'Etat a pris en charge la suspension de la TVA, l'Etat a l'obligation et le devoir de savoir, quel est le volume qui descend au port de Cotonou pour pouvoir évaluer en termes d'argent le montant de la TVA que nous avons perdu parce que notre économie est purement fiscale et nous avons voté une loi ici qui a donné des priorités à la douane et au service des impôts. Il ne faudrait pas qu'à l'atterrissage on dise qu'ils n'ont pas atteint les performances et là je voudrais féliciter l'administration, les régies financières pour le travail qui est fait pour les trois premiers mois. J'ai des impôts à dépasser largement les prévisions de plus de huit milliards de francs CFA. Mais est-ce que cela peut continuer dans les contextes actuels où nous avons décidé d'exposer nos ressources ?

Monsieur le président de l'Assemblée nationale, la situation est exceptionnelle, mais nous n'allons pas paniquer. Nous ne ferons pas dans

l'émotion, il faudrait que nous allions à tête froide pour pouvoir sortir notre pays comme d'habitude de ce risque-là que tout le monde entier est en train de vouloir traverser. Lorsqu'on parle de l'importation, il faut réguler également aussi les produits vivriers. Le Togo a pris une décision hier en conseil des ministres et a plafonné le prix des produits vivriers. Je pense qu'au Bénin également, pour éviter la spéculation nous pouvons aussi aller dans ce domaine. Le gouvernement en fait trop. Il y a un fonds que nous appelons le fonds national de développement agricole. C'est beaucoup de milliards que l'Etat a mis dans cette fenêtre-là pour favoriser le développement de la production agricole. Est-ce qu'il est permis aujourd'hui de faire le point parce que cela fait deux ans que ce fonds a été déposé dans cette fenêtre-là.

Autant d'éléments qu'il faut parcourir pour faire le point de ce que nous faisons et de ne pas forcément exposer nos ressources parce que nous voulons régler un problème.

Et je dirai même, comme l'a dit le député Ahouanvoébla Augustin, il faut se méfier, de ce que nous sommes en train de faire à savoir, se refuser de collecter des impôts. Au même moment, certaines couches de

cette population demandent la revalorisation des salaires. C'est la même tête « *Hotomèni* », « *Gbatani* ». Monsieur le président, c'est la même chose. Et pendant ce temps, nous avons des dispositions pour enrichir d'autres, parce que finalement ce n'est pas les consommateurs qui sont à terre par la base qui est à terre par ses mesures que nous prenons. Il est important que nous revoyions un peu ce que nous faisons, aidez le gouvernement à parfaire les mesures qui ont été mises en place. Aujourd'hui, nous sommes obligés de resserrer les ceintures au niveau de nos frontières. Cela veut dire qu'en voulant régler un problème, on en crée un autre. C'est des hommes qui sont à la frontière et qui ne veulent pas gagner de l'argent ? Nous nous connaissons. Donc, je voulais simplement dire que le travail qui a été engagé par le gouvernement n'est pas aussi mauvais. Mais il va falloir prendre des mesures pour encadrer cela. Sinon à l'atterrissage on va dire : « *yéfinmin* ».

M. Délonix KOGBLEVI. Député Ahyi D. E. Chantal.

Mme Dédévi Eugénie Chantal AHYI. Quand on doit intervenir après autant de camarades, il faut avoir beaucoup de courage, parce que tout a été pratiquement dit. Le sujet a été vu sous plusieurs angles. Les uns aussi importants que les autres. On ne pourra pas dire du gouvernement du Président Patrice Talon que c'est un gouvernement ventilateur, qui gouverne par improvisation. Non pas du tout. C'est le moment d'exprimer nos justes félicitations à l'exécutif pour tous les efforts qui sont faits pour contenir les affres de cette crise mondiale qui n'épargne pas le Bénin bien au contraire qui vient secouer notre économie, qui peine déjà à se mettre en bonne voie. Je salue cet effort. Je voulais ici proposer deux (2) choses. Je voudrais qu'on réorganise le secteur de la recherche et qu'on mette suffisamment de moyens, puisque quand nous parlons du consommateur local, il faut absolument que nous cherchions les experts en agriculture ici qui puissent avoir les moyens pour explorer des pistes, qui permettraient de consommer et de façon dans la qualité ce qui est produit dans notre pays. Il faut que des efforts soient faits pour mieux organiser ce secteur-là. Ensuite, je voulais lancer un appel à tous les acteurs, aussi bien politiques que sociaux, qui peut-être

sont pris d'une envie de juger tout et n'importe quoi ; juger le gouvernement dans tous les sens. Je voudrais que tous ces acteurs ensemble avec les parlementaires, que nous soyons solidaires des efforts qui sont faits par le gouvernement. Nous sommes dans la population. Nous représentons la population et le gouvernement n'est pas perché sur un îlot où il fait mieux vivre que pour les populations. Nous sommes tous concernés. Je voudrais également suggérer qu'on réorganise les produits à tous ce qui est subventionné. Le maïs est un aliment de base pour les populations béninoises. Il faut peut-être orienter les subventions, même niveler les prix au niveau du maïs surtout pour nos populations, pour qu'on puisse véritablement sentir que le gouvernement est en train de faire des efforts. Quand je dis qu'on puisse savoir que le gouvernement, j'entends par là que la problématique de développement est très complexe à appréhender, nous le comprenons ici quand de gros mots pas trop techniques. Surtout le ministre d'Etat en charge des finances, vous venez vous en expliquez, les tenants et les aboutissants, nous faisons l'effort de comprendre. Mais nos populations ne sont pas averties, ne comprennent pas tous ceci. Donc, qu'il est vraiment

important de trouver, d'explorer toutes les pistes qui permettront de réaliser une vraie adhésion, une compréhension de toutes les mesures qui sont en train d'être prises.

Je voudrais finir pour dire que la campagne, la descente de l'exécutif qui est programmée par rapport à l'information et à la sensibilisation surtout de nos populations, c'est un impératif. Il faut absolument que nous puissions... que ce soit bien organisé et que les populations rencontrent les vraies informations, pour que nous puissions trouver des solutions pour contenir, là encore les méfaits de l'intoxication. Parce que comme si cela ne suffisait pas d'avoir des difficultés à se nourrir, à satisfaire ses besoins primaires, on en arrive encore à gérer l'intoxication politique pendant même que le gouvernement est à la tâche chevillée au corps, l'intérêt des populations pour que nous puissions mieux vivre en tout cas supporter cette crise-là. Je voulais finir pour dire tous les efforts qui sont en train d'être faits, quel est le parti pris des unités nationales étrangères qui travaillent dans notre pays et qui gagnent de l'argent en travaillant dans notre pays? Quel est leur parti pris ? Cela serait vraiment intéressant de voir comment ils participent à l'effort

et souhaiter vraiment que tout soit fait pour que l'intérêt des populations soit sauvegardé.

M. Délonix KOGBLEVI. Député Anani !

M. Joseph ANANI. Il n'y a pas de hasard pour qui croit en Dieu. Il a fallu que le gouvernement de la rupture soit aux commandes pour nous permettre de relever les défis qui s'imposent à nous aujourd'hui. Monsieur le président, il y a quelques mois pour ne pas dire quelques années, on a commencé par parler de la fermeture unilatérale, le Nigéria que nous appelons habituellement le géant de l'Est où il était prédit que dans l'intervalle de six (6) mois le gouvernement ne pourra plus payer le salaire aux travailleurs. Mais nous avons surmonté ces difficultés. Nous avons relevé ce défi, et le Bénin s'en est sorti ragaillardi, plus grandi. Et cela on le doit au gouvernement qui a su trouver les mesures nécessaires pour voir le chemin qui nous a permis de sortir de cette étape-là. On n'en a pas fini quand la Covid-19 est venue et là encore, le gouvernement a su trouver la stratégie, les mesures pour

nous permettre de gérer au mieux cette crise mondiale. Aujourd'hui, on parle de la guerre de l'égo. Certains me diront, la géopolitique. Ce qui est sûr, si nous nous entendons, si nous nous unissons parce qu'actuellement c'est comme si nous sommes en guerre, et en temps de guerre, même s'il y a une distinction interne et en temps de guerre, on se réunit pour affronter ce qui vient écraser tout le monde. C'est pour cela que je voudrais inviter à l'instar des autres camarades, que le gouvernement descende totalement dans nos contrées pour qu'ensemble, avec les députés, pourquoi pas les maires, nous puissions faire comprendre à nos communautés que ce qui se passe aujourd'hui, n'est pas le fait d'un gouvernement. Parce que nous, nous comprenons cela. Nous, nous suivons. Mais la masse paysanne, ces personnes qui sont dans nos contrées, dans nos villages, ne comprennent pas grand-chose, et ils ne pointent du doigt que celui qui est dans le fauteuil. Et cela est amplifié par ceux qui se réclament d'une certaine opposition. Donc, c'est important que nous puissions descendre pour partager ces informations que nous détenons avec nos compatriotes, pour qu'ensemble, nous puissions sortir les mesures nécessaires, parce qu'il ne

faut laisser seul le gouvernement réfléchir à cette étape. Cela concerne tous les Béninois, sans exception. C'est pour cela, que je voudrais tout de suite, à haute voix, réfléchir et suggérer que les propositions qui sont faites, par exemple la subvention faite par le gouvernement des denrées de premières nécessités, moi j'apprécie cela. C'est la conduite, c'est la manière dont c'est géré qui n'est pas encore bien. Il faut que le contrôle soit accentué, parce que laisser la vérité des prix à l'étape actuelle, ce serait enterrer certaines personnes. Je viens de la campagne et je sais ce qui se passe. Les gens souffrent énormément. Les populations transpirent et elles ne savent à quel saint se vouer. C'est pour cela que ce que le gouvernement fait, il faut que, s'il peut tenter d'augmenter cela, ce serait bien mais que le contrôle aussi bien dans les marchés que sur nos frontières soit rigoureux. Parce qu'à l'étape, elle ne l'a pas on a dit. Les gens ont cité les prix des denrées, le ciment, le riz, le sucre etc., qui a été subventionné mais cela ne se sens pas. Mais bien au contraire.

Monsieur le président, je voudrais finir en disant qu'il faut faire davantage la promotion de la culture vivrière. Parce que le ventre affamé

comme ont le dit vulgairement n'a point d'oreille. Les gens n'entendent pas même si vous leur donner des explications quand ils ont faim. Il faut le promouvoir et cela ne passe que par un certain nombre de choses, les intrants agricoles. Les gens ont déjà dit avant moi et plusieurs personnes l'ont répété. Je voudrais ajouter la transhumance. Le gouvernement fait beaucoup. Il y a des projets qui sont initiés pour la sédentarisation des bêtes. Mais force est de constater encore que dans nos villages, dans nos campagnes, que les bêtes se promènent et les paysans sont impuissants devant ces situations. Donc, si nous voulons faire la promotion de la culture vivrière, il faut mettre un accent sur ce point-là également, pour que la population sente que son gouvernement est à ses côtés et que ce que nous sentons difficile aujourd'hui, quand vous souffrez, et vous sentez que les gens sont autour de vous à un moment donné, vous êtes soulagés. Vous ne sentez plus tellement la force des choses.

Voilà ce que je voudrais dire pour compléter les collègues qui se sont déjà exprimés sur ce point !

M. Délonix KOGBLEVI. Député Kouwanou !

M. Mathias KOUWANOU. Je remercie les membres du gouvernement ici présents. Monsieur le président, je dois féliciter le président Patrice Talon parce qu'à sa prise de fonction en 2016, il a rencontré pas mal de choses qu'il a surmontées. Par exemple, suspension de transit de véhicules d'occasion vers le Nigeria, et on disait que le président Patrice Talon ne va pas réussir. En même temps, fermeture de la frontière nigériane et après, il y a la Covid-19. Et enfin, la guerre Russie-Ukraine. Grâce à la fermeture de frontières, nous nous sommes pris au sérieux et nous avons gagné parce que les Béninois ont vu qu'on dépendait du Nigeria. Lorsqu'il a fermé la frontière, c'est fini pour les Béninois. Mais ils ont su maintenant que le président Patrice Talon est un garçon comme disent les Ivoiriens. Donc, c'est un homme à féliciter.

Monsieur le président, on parle de la cherté des produits vivriers, parce qu'il y a la guerre en Russie. Mais, est-ce que nous ne pouvons pas mettre à la disposition de nos paysans des moyens pour pouvoir produire

beaucoup de produits ? Par exemple, la vallée la plus riche du monde après celle du Nil, c'est la vallée de l'Ouémé. Et nous devons aider les paysans, mettre à leur disposition des semences pour leur faciliter les cultures, notamment celles du maïs. Parce que ce que nous consommons beaucoup au Bénin, c'est la pâte d'hier comme le gouvernement vient de le dire. Or, la pâte d'hier, c'est le maïs.

Monsieur le président, est-ce que vous savez que la région qui produit beaucoup la patate douce c'est à Dangbo ? C'est dans les arrondissements de Dèkin et de Gbéko. Nous cultivons beaucoup le maïs, mais sans débouchés fiables. Nous sommes là aujourd'hui pour dire que les produits vivriers sont chers alors que nous produisons et nous ne trouvons pas de marchés pour écouler nos produits. Et parfois, les produits se gâtent et sont jetés parce qu'on n'a pas les moyens de les conserver. Donc, le gouvernement doit mettre en place les moyens de conserver, ou de transformation de ces produits. Je reviens au ciment qui coûte cher parce que le Béninois, la première des choses, c'est pour avoir sa propre maison. Le ciment est cher, mais le gouvernement a pris des précautions. Mais il y a des commerçants véreux.

La fois dernière, j'ai accompagné un ami pour acheter du ciment, il y avait du ciment dans le magasin mais arrivés là, le boutiquier nous disait que tout est vendu alors que rien n'est vendu et il nous a présenté une facture normale sur laquelle il y avait le prix fixé par le gouvernement. Alors, à notre sortie, il a revendu cher ses ciments. Donc, comme les collègues l'ont dit, il faut que le gouvernement prenne ses dispositions pour pouvoir contrôler ces commerçants véreux.

Monsieur le président, j'aimerais demander au ministre des finances, si on ne peut pas avoir une banque pour les agriculteurs. Une banque spécialement pour eux pour pouvoir financer ces agriculteurs. Il n'y en a pas. Si on envoie un cultivateur à la banque, lorsqu'on lui donne les conditions à remplir, il ne peut pas, il retourne parce qu'il ne peut pas remplir ces conditions. La banque demande le ciel et la terre avant de te donner de l'argent. J'ai un commissaire retraité qui a des hectares de palmier à huile et il est allé pour prendre de l'argent et il a déposé le papier de ce domaine à la disposition de la banque. La banque lui a demandé d'amener un témoin et il m'a demandé de le suivre j'ai dit non je ne peux pas être témoin. Moi

aussi, je dois à la banque. Donc, je ne peux pas être ton témoin. La banque me cherche aussi. Donc il faut que le gouvernement trouve les moyens à ces paysans pour que nous cultivions beaucoup. Surtout le maïs parce que moi j'aime trop la pâte. Le riz béninois, ils n'achètent même pas parce que les Béninois veulent avoir des riz parfumés alors que le riz béninois n'est pas parfumé. Or, c'est un riz très riche. Nous cultivons du manioc ici pour fabriquer du gari. On vient de dire qu'on peut fabriquer du pain à base de manioc. Ce n'est pas tout le monde qui consomme du manioc. Moi je ne peux pas manger du pain fait à base de manioc, cela ne se digère pas facilement. Je préfère le pain de blé. Si nous allons cultiver du blé ici, il faut le dire pour qu'on commence par le cultiver. Pain de manioc, cela veut dire quoi ? Chez nous, on appelle cela du « ablo ».

Donc, monsieur le président, je demande au gouvernement de tout faire, il va faire et il fait cela, il faut l'avouer, le gouvernement de Patrice Talon est à féliciter. C'est une chance pour nous même d'ailleurs d'avoir un président comme Patrice Talon ; c'est une chance pour nous en ces moments-ci. Si c'était le président d'alors, nous allons pleurer. Mais

avec Talon, il n'aime pas la honte et par la grâce de Dieu, nous n'aurons pas la honte. Surtout vous qui êtes là maintenant vous êtes un bon président parce que vous savez comment gérer les députés vous ne privilégiez pas les uns au détriment des autres. Vous allez toujours droit au but.

M. Délonix KOGBLEVI. Le député Kader Gbadamassi a la parole.

M. Kader GBADAMASSI. Je suis le dernier à prendre la parole et ce n'est pas du tout facile de passer après tous mes collègues. L'essentiel évidemment a été dit et je voudrais profiter pour remercier les représentants du gouvernement ici présents surtout le ministre des finances qui nous a parlé à cœur ouvert et a apporté beaucoup d'eau à notre moulin. Evidemment, en tant que représentants du peuple, monsieur le président de l'Assemblée nationale, la seule manière de pouvoir contribuer ou d'aider ce que fait actuellement le gouvernement du président Patrice Talon est de descendre sur le terrain en tant que représentant, chacun dans sa localité pour expliquer pourquoi la vie est devenue chère depuis quelques

années. Les causes de la cherté de la vie. Evidemment la population béninoise est environ 80% analphabète et il est loisible que ceux qui ne sont pas d'accord avec la gestion du pouvoir actuel de leur intoxiquer l'esprit. Donc, notre rôle est d'aller expliquer que ce qui se passe est mondial, voire planétaire. Et que ce n'est pas lié à une mauvaise gestion quelconque du président Patrice Talon. C'est vrai que nos populations souffrent, et quand on parle de population je me sens associé à cette population. Même si je suis député, la cherté de la vie, nous la ressentons même si nous ne la ressentons pas de la même manière, elle est générale en ce qui concerne le Bénin et les autres pays de la sous-région.

Je voudrais remercier encore les mesures prises par le chef de l'Etat et son gouvernement, en ce qui concerne les subventions et autres sur les produits de première nécessité. Evidemment, je pense que dans l'immédiat c'est ce qu'il faille faire et c'est ce qu'il a fait, c'est ce qu'il faut pour réduire un peu la souffrance de nos populations et les difficultés. Malgré cela, nos populations ressentent toujours cette difficulté concernant les produits.

Je voudrais demander à notre gouvernement de nous dire que la guerre n'est pas encore planétaire et à écouter le ministre des finances c'est que cette situation risque de perdurer pendant toute l'année 2022 et même jusqu'en 2023. Je voudrais savoir si l'Etat aura les moyens de continuer par subventionner ou exonérer ces produits de première nécessité pendant toutes ces années. Et si la guerre devenait planétaire ? Je ne le souhaite pas et je ne veux pas être pessimiste et si elle devenait planétaire ? Quelle sera alors les mesures que nous pouvons prendre ? Parce que nous ne produisons rien et je voudrais dès maintenant que le "consommer local" devienne très rapidement une réalité afin que, si ce que nous craignons tant devenait une réalité, le Bénin puisse faire face à sa population.

M. Le Président. Nous avons épuisé la liste et au départ j'avais dit que je ne limiterai pas compte tenu de l'importance du sujet. Je pense que tous les aspects du sujet ont été abordés pratiquement. Mais, comme il y en a qui ont trouvé des aspects qui n'ont pas été développés, je leur donne une minute. Une minute pour ceux-là qui se sont inscrits en cours de

route et qui n'étaient pas là au début. Il s'agit de Bissiriou Eniola, Séibou Assan, Dangniho Rosine, Sado Nazaire, Tchaou. Donc, chacun d'eux aura une minute pour intervenir.

Merci pour votre compréhension !

Alors, la collègue Bissiriou a la parole.

Mme Awaou BISSIRIOU. Je remercie le gouvernement pour les mesures prises pour atténuer un tant soit peu le cri de détresse de la population. Mais malgré ces mesures, malgré les efforts du gouvernement, les prix des denrées alimentaires n'ont pas encore connu de véritable baisse. Et là, je profite de l'occasion pour interpeller le ministère du commerce, pour leur demander comment se fait le contrôle de prix sur le terrain. J'ai l'impression que rien ne se fait parce que la population souffre vraiment de l'augmentation des prix sur le terrain.

Le mois de « consommons local » a été initié par le gouvernement pour répondre à un double impératif sursitaire chez les Béninois à la consommation....

M. le président. Merci !

Le député Assan Seïbou a la parole.

M. Assan SEÏBOU. Je voudrais dire que cette question est venue à point nommé parce que, dans quelques jours, nous descendrons tous sur le terrain et il fallait avoir assez d'arguments pour accompagner le gouvernement ou alors pour faire cette descente nous-mêmes.

Je voudrais dire que je suis heureux de partager cette séance avec le ministre d'État, chargé des finances, ce matin, parce qu'il dit des choses qui permettent de se rassurer.

Toutes ces mesures et tout ce qu'on a dit là n'aura de sens que si nous arrivons à efficacement contrôler ce qui se passe sur le terrain.

Les prix ont été indiqués. Par exemple, quatorze mille (14.000) francs CFA, le sac d'engrais, il faut tout faire pour que ce montant-là soit respecté par les officines de vente.

M. le président. Le député Dagniho a la parole.

Mme Rosine DAGNIHO. Il y a des titans qui se mettent en colonnes pour

venir s'approvisionner à Kandi et aller échouer au Tchad et au Togo. J'ai eu des informations. Les ibo, aujourd'hui, viennent acheter les champs d'ignames pour les transformer eux-mêmes. Tout cela cause la famine. Les agriculteurs préfèrent le soja au détriment du maïs, du riz, du sorgho et de l'igname. Mais si cela était contrôlé, je crois qu'il n'y aurait pas la famine chez nous. Cela est très important.

M. le président. Le député Sado a la parole.

M. Nazaire SADO. C'est maintenant que je commence, c'est vert depuis. D'accord ! Il faut dire que le gouvernement de la rupture est finalement un gouvernement de défis, beaucoup de défis en passant par la fermeture des frontières, la Covid-19, la réforme du système partisan et finalement la guerre. Et donc, je crois qu'au lieu de considérer la situation actuelle comme une menace, il faut la considérer comme une opportunité. C'est cela que je veux appeler le gouvernement à faire. Prendre la situation, la conjoncture actuelle, comme une opportunité en faisant en

sorte que les produits locaux soient vraiment consommés. Et je voudrais proposer un grand programme pour le gouvernement du Bénin, le programme que je veux bien dénommer les Béninois nourrissent les Béninois à l'instar du Niger. Je crois que j'ai ...

(Rires des députés)

M. le président. Député Tchaou, vous avez la parole !

M. Florentin TCHAOU. Moi, je voudrais féliciter le gouvernement en lui rappelant tout simplement que l'encadrement de ceux qui vérifient la sortie des vivres dans les diverses communes, à savoir les marchés de référence, c'étaient les agents de conditionnement. Nous avons constaté depuis quelques années que cette filière ne fonctionne plus, on ne voit plus ces agents dans les marchés secondaires ni dans les marchés principaux. Ce ne sont pas les douaniers qui vérifient les vivres dans les marchés et dans les communes, ce sont plutôt les agents de conditionnement qui savent quelle

orientation donner aux vivres et où est-ce que cela s'en va. Et c'est eux qui encadrent et apprécient même la date de péremption même au niveau des marchés secondaires. Je voudrais en attirer l'attention du gouvernement afin qu'il puisse véritablement dire qui sont ces agents de conditionnement.

M. le président. Merci, chers députés ! Nous avons compris vos intentions et le gouvernement a déjà aussi compris.

Chers camarades, chers députés, chers collègues, la moisson a été abondante et nous savons l'esprit de concision du ministre d'État. Nous connaissons sa capacité à résumer et à aussi mettre sur papier et nous renvoyer aussi les préoccupations dans les plus brefs délais pour que nous ayons véritablement les réponses aux préoccupations des députés.

Merci au gouvernement de prendre certainement la parole en commençant par le ministre d'État !

Monsieur le ministre d'État, vous avez la parole.

M. Romuald WADAGNI. Je vais

passer la parole à ma collègue du commerce pour quelques mots et ensuite je ferai la synthèse. Merci !

M. le président. Merci ! Madame la ministre, vous avez la parole.

Mme Shadiya Alimatou ASSOUMAN. Merci, monsieur le président !

Chers députés, nous avons pris note des contributions enrichissantes que vous avez apportées, et ces contributions seront prises en compte pour les réformes et tout ce qui est mesures et réflexions structurelles qui sont en cours, surtout concernant les importations, soit les licences, les cas d'importateurs, la qualité des produits. Donc, toutes ces préoccupations seront prises en compte dans toutes ces réflexions structurelles. Pour ce qui concerne les mesures conjoncturelles, nous avons plusieurs préoccupations.

D'abord, pour tout ce qui est contrôle, les équipes du ministère sont à pied d'œuvre depuis déjà début mars.

Nous avons eu à travailler énormément avec les importateurs et à les sensibiliser aussi puisqu'il faut

faire également appel au patriotisme de ces importateurs-là et également tout ce qui est sanctions réglementaires et qui sont prévues pour les commerçants indécents.

Nous avons mis en place le n°113 "infos conso" pour nous permettre d'agir au plus vite pour tout ce qui concerne tous ces commerçants véreux. Pour le respect des prix, ce n'est pas une fixation de prix que nous avons faite. Au moment où nous prenions les mesures, il y avait ces prix en vigueur et nous avons donc donné des références pour cette semaine-là puisque c'étaient les prix relevés sur le marché. Donc, c'est sur ces prix que nous avons appliqué l'abattement de la taxe sur la valeur ajoutée. Aujourd'hui, les prix ont évolué.

Nous recalculons les prix chaque semaine pour pouvoir faire le contrôle puisque ces prix deviennent des prix de référence toutes les semaines en fonction des importations que nous contrôlons avec les services compétents, que ce soit Bénin Control pour la valeur des produits et avoir les prix de référence chaque semaine pour les contrôles au niveau des marchés. Nous allons donc redoubler d'efforts, être plus vigilants pour ces contrôles-là pour qu'on puisse

atteindre rapidement les objectifs.

Pour les stratégies de gestion d'hydrocarbures, une fois encore, le ministre des finances va revenir là-dessus. Mais, tous ce qui est stratégies en termes d'hydrocarbures, quand on compare notre stratégie par rapport aux pays voisins, les pays voisins sont d'un, parfois producteurs ou parfois centralisent l'importation. C'est l'Etat qui se substitue aux opérateurs économiques et importe le produit. Donc, vous n'aurez jamais le prix réel d'importation puisque l'Etat prend sur lui les subventions. Ici, ce sont nos opérateurs économiques qui importent et c'est un choix que nous avons fait de pouvoir fleurir et parfaire l'épanouissement de ce secteur là en termes d'importations. Après, c'est un parti pris que nous assumons et aujourd'hui, pendant la crise, nous n'allons pas prendre une mesure émotionnelle, nous allons plutôt réfléchir à tête reposée, mais pour le moment, nous ne sommes pas déçus puisque nos produits sont dans les barques. Nous n'avons jamais eu de rupture en termes de disponibilité. C'est souvent le prix sur lequel nous travaillons quotidiennement pour que le prix soit aussi soutenable pour les consommateurs.

Pour la promotion du "consommons

local", "le consommons local" est toute une démarche que nous avons déjà commencée depuis quelques années, et depuis deux (2) ans, nous sommes bientôt à la troisième édition du "consommons local". Mais, il y a une question de disponibilité des produits sur le marché. Quand on parle du riz, nous avons nos deux rizeries qui viennent de reprendre du service à Malanville et à Glazoué. Glazoué est en train d'installer une capacité de cent vingt mille (120.000) tonnes de transformation. Nous sommes également en train d'organiser la disponibilité de la matière brute du riz paddy à décortiquer.

Le "consommons local", c'est vrai que c'est une philosophie que nous essayons d'inculquer déjà même dès le bas âge aux enfants mais, nous sommes en train de travailler sur la disponibilité. Et il faut vraiment que cela soit disponible avant que nous ne continuions à interdire l'importation des produits tant souhaités comme nous le voulons, que ce soit l'huile, que ce soit le riz, que ce soit le blé où on parle de panification.

Le sujet de panification n'est pas nouveau. Déjà depuis 2008, il y avait la panification, des expériences ont été faites mais c'est un choix gustatif

de prendre ou pas le pain à base de produits panifiés et c'est une éducation que nous essayons déjà d'inculquer aux enfants puisque pendant le "consommons local", nous avons fait des food-trucks pour pouvoir montrer aux enfants tout ce qui est possible et tout ce qui existe comme produits de substitution aux produits importés comme le fonio ou d'autres produits encore que nous avons fait découvrir et dont nous faisons la promotion.

Voilà ce que nous pouvons dire brièvement et faire une réponse écrite.

Merci monsieur le président ! Merci les députés !

M. le président. Merci madame la ministre !

Monsieur le ministre d'État, vous avez la parole.

M. Romuald WADAGNI. Monsieur le président, chers députés, ma collègue a apporté des éléments de réponse sur certaines questions et je voudrais également compléter sur d'autres questions.

Mais avant, je voudrais noter trois (3)

choses. On a eu un débat riche où parfois les propositions ont pu paraître contradictoires.

Par exemple, tout à l'heure, certains ont dit qu'il faut davantage d'exonérations, mais d'autres ont dit non, qu'on est un pays à revenu fiscal et qu'il faut arrêter ces exonérations.

Tout à l'heure, quelqu'un a dit : « Oui ! Mais le Togo vient de plafonner le prix. Pourquoi ne ferait-on pas cela ? »

Vous savez, je tire de ces commentaires la complexité, pour un dirigeant, d'agir dans ces moments difficiles.

Nous avons en notre sein les mêmes questionnements que vous. Et pendant les conseils des ministres, le chef, en arbitre, il est au milieu. Vous avez une moitié de la salle qui dit ceci et l'autre cela. Et parfois, on ne se décide pas. On a du mal.

Et donc, franchement, toutes vos contributions sont intéressantes parce que personne n'a la science infuse. Personne ne sait la bonne chose à faire. Quand bien même quelqu'un ferait la bonne chose, puisque nous sommes en situation d'incertitudes, qui peut dire ce que serait la réalité si on n'avait pas pris cette décision ? Qui

peut dire ce que serait l'état de nos marchés aujourd'hui si on n'avait pas subventionné les intrants qui sont passés à quatorze mille (14.000) francs CFA ? On ne peut pas. Donc, ce n'est pas évident.

Et de cela, je voudrais vous remercier pour tous les messages de soutien et vous demander de relayer tout ce qu'on a dit auprès de la population, mais surtout de continuer à nous enrichir de vos propositions parce que cela met des éléments sur la table. Et nous allons en tenir compte à chaque fois que nous avons des décisions à prendre.

Je n'aime pas parler des autres pays, mais je voulais faire remarquer que le Sénégal a plafonné les prix, il y a quelques semaines. Et puis, ils sont revenus et ils ont enlevé. Ce que le Togo vient de faire hier, le Sénégal l'a fait, il y a quelques semaines et ils ont reculé. Si vous êtes producteur de maïs, on dit à la télévision : « Vendez le kilo de maïs, la mesure de maïs, le "togolo" à deux cent-cinquante (250) francs CFA ». Il y a dix (10) personnes devant vous qui veulent. Vous pouvez le vendre à cinq cents (500) francs CFA sous le manteau. Et c'est cela qui se passe quand l'Etat se mêle de ce genre de choses sur certains types de produits.

Donc, quand on observe les pays, vous voyez certains qui font et ils reviennent. Mais d'autres refont la même chose et ce n'est pas évident. Cela n'est évident pour personne. Et donc, cela montre bien la complexité de la situation.

Dans cette situation, ce qu'il faut faire, c'est vraiment être alerte, être humble, écouter tout le monde et puis accepter, quand on s'est trompé, de corriger et d'avancer ensemble. Et c'est cela que nous essayons de faire. Et le fait d'avoir initié ce débat est vraiment quelque chose de très positif pour nous.

Alors, il y avait quelques questions spécifiques, notamment sur les exonérations. Je veux dire, sur les exonérations, que quand un produit n'est pas soumis à taxation et qu'il y a eu une exonération, cela ne change rien. Par exemple, le riz qui va au Niger, il était en transit et on prenait zéro dessus. Quand on dit qu'on a fait abattement sur la TVA, on dit oui. Mais le riz va aller vers les autres pays. Cela ne change rien parce que c'est le riz mis en consommation chez nous qui bénéficie de l'abattement. Et on ne peut même pas frauder là-dessus parce que celui qui emmène son riz au Niger ne payait rien. Ne bénéficie de l'abattement que celui

qui paie quelque chose. C'est la même chose sur plusieurs produits. Ne vous inquiétez pas. Il y a d'autres risques mais le risque que ces subventions, ces renoncements qu'on fait puissent profiter à d'autres pays voisins vers lesquels les produits allaient en transit, est moins fort, pour ne pas dire quasi-inexistant.

Il y a eu une question sur notre politique, notre décision de dire maintenant qu'on veut rapidement venir à zéro importation de poulets. J'ai noté que le gouvernement est un peu médecin après la mort. Je note deux (2) choses intéressantes.

Si on dit médecin après la mort, c'est qu'il n'y a plus espoir, c'est que c'est fini. Si on dit qu'on intervient après, cela veut dire qu'on agit ou on veut agir trop tard. Je veux dire que non seulement, ce n'est jamais trop tard pour bien faire, mais surtout ce n'est pas la mort encore. Ce n'est pas la mort parce que nous avons espoir que nous allons profiter de toutes les initiatives. Les gouvernements successifs ont pris des initiatives. A Sèmé, il y a un couvoir dans le cadre d'un projet pour nous permettre d'avoir l'autosuffisance sur le poulet. Justement, aujourd'hui nous étudions tous les anciens programmes qui ont échoué, comprendre pourquoi ils ont

échoué et faire différemment. Nous sommes convaincus que ce que nous allons faire devrait durer plus longtemps que les autres puisque nous avons l'humilité d'aller voir ce qui est déjà fait, de comprendre pourquoi cela n'a pas marché et de ne pas réinventer l'eau chaude. C'est pour cela que nous pensons que ce n'est pas forcément trop tard. Parfois, l'échec permet de mieux faire. Quand on a l'humilité de s'instruire sur ce qui s'est passé avant. Sur cela, je suis confiant que ce que nous allons faire, va profiter et que cette fois-ci, on va pouvoir faire quelque chose de vraiment durable.

Il y a une question sur l'impact de ces hausses sur le PAG. Je voudrais y répondre, mais franchement, si je pouvais le dire cela serait formidable. Je ne sais pas. Tous les jours, au niveau du gouvernement, nous regardons tous le niveau de l'inflation, le niveau des taux d'intérêt, le niveau de financement de l'économie, beaucoup d'agrégats pour voir comment réguler tout cela. Il est clair que la priorité, c'est vraiment faire en sorte qu'on ne crée pas plus de précarité. Il y aura des choix. S'il faut freiner certains projets du PAG, nous allons le faire. Mais il y en a une qui va quelque part où il ne faut pas

laisser. C'est cela, en fait, la priorité. C'est-à-dire que quand il y a les difficultés, en conseil, tous les ministres, nous sommes en mode revisite des priorités. A cet instant-ci, nous n'avons pas à réduire encore l'ampleur du PAG. Parce que nous avons la chance d'avoir le soutien de nos partenaires. La semaine passée, nous étions à Washington où nous avons obtenu un soutien de sept-cent millions (700.000.000). C'est plus de quatre-cent milliards (400.000.000.000). Ce n'est pas rien. Nous avons, la semaine d'avant, deux-cent millions (200.000.000) de la Banque mondiale. Et quand nous étions à Washington, nous avons demandé encore, notamment cent millions (100.000.000) pour faire des projets de filets sociaux pour les plus pauvres, pour les accompagner. On espère que d'ici à juin, cela passera pour qu'on ait de quoi renforcer les populations vulnérables.

La crédibilité du gouvernement, l'efficacité de nos réformes et de la gestion que nous sommes en train de mener font que nous avons quand même de bons soutiens, qui font qu'aujourd'hui, nous n'avons pas réduit nos ambitions sur le PAG II. Plaise à Dieu que cela reste comme cela longtemps ! Mais si à un moment

donné, il faut réduire, on va réduire pour s'assurer que le social soit là d'abord.

Il y a une question très intéressante. Je l'avais notée et c'était adressé spécifiquement à moi. C'est une question que j'ai beaucoup appréciée : option économique, économie de marché versus planification impérative de l'économie.

C'est une bonne question. Moi, quand je ne sais pas, je prends toujours au milieu. Quand j'ai le choix entre deux, je prends au milieu. Parce que le centre, c'est là où on a peu de chance de se tromper. Je dirai qu'il faut mixer les deux. Le "tout économie" de marché, etc. tout ouvert, ce n'est pas bon. Parce que cette option peut laisser parfois une partie de la population en marge de l'économie. Mais l'économie trop planifiée qui va jusqu'à dire au paysan qui a son maïs de le vendre à deux-cents (200) francs, alors qu'il veut avoir plus, cela ne marche pas forcément non plus.

Je pense qu'il faut doser des deux. Et en termes de pilotage, nous essayons de faire des options qui mélangent les deux. C'est vrai que c'est une vraie question. Et parfois, quand il y a des choix à faire, la chance que

personnellement, puisque cela m'est adressé, je ne suis pas économiste. Les économistes souvent ont des courants : les keynésiens, etc. ils ont tendance à avoir une approche. Moi, je ne suis pas économiste, je suis un homme de bon sens. Et je prends le bon de tout le monde. Je vais prendre le bon des deux (2) options et proposer au gouvernement qui arbitrera.

Voilà les quelques réponses complémentaires !

Et je voudrais dire pour terminer que tout en étant honnête sur la situation, je veux que nous gardions tous quand même l'espoir. Plusieurs personnes ont dit tout à l'heure que l'Afrique peut profiter de cela et y voir des opportunités. Je confirme. On peut y voir des opportunités. Il faut, tout en faisant, faire percevoir, apprécier par nos populations que le monde est en crise, que ce n'est pas que le Bénin. Il faut leur dire que vous, députés, êtes là, que le gouvernement est au travail et que tout le monde travaille pour que les conséquences soient les moins pénibles possibles pour nos populations.

M. le président. Merci bien,

monsieur le ministre d'Etat !

Je ne sais pas si le ministre chargé des relations avec les institutions a un mot de fin. Les députés voudraient bien entendre votre voix, monsieur le ministre.

M. Séverin QUENUM, garde des sceaux, ministre de la justice et de la législation. Le gouvernement a pu apprécier la solidarité et la proximité de la Représentation nationale par rapport au contexte qui est celui d'une crise économique d'ampleur, en ce que cette crise atteint tous les pays du monde. J'ai bien noté que la Représentation nationale apprécie les efforts qui y sont faits et pourra, sur la base des éléments de langage, des explications qui ont été fournies, aider à faire passer dans l'opinion, auprès des populations, l'ampleur de l'engagement du gouvernement aux côtés de ces populations pour passer ce mauvais cap qui, nous l'espérons, en tout cas, nous l'appelons de nos vœux, ne durera pas. Il faut souhaiter et prier que la guerre s'arrête au plus vite et que les efforts que nous faisons ensemble et qui tendent, dans le cadre du programme d'actions du gouvernement au titre de ce deuxième quinquennat, un programme

hautement social, que nous puissions aboutir ensemble et que cela soit le mérite que nous partagerons à la fin du mandat du président Talon.

Je vous remercie.

M. le président. Merci, chers collègues ! Merci au gouvernement qui a accepté de jouer sa partition du point de vue constitutionnelle, dans la mesure où une question d'actualité prime sur tout, même sur l'ordre du jour. La question d'actualité est prioritaire. Et malgré le délai court qui a été donné, le gouvernement a répondu présent. Je pense que cela fait noter la disponibilité du gouvernement à respecter la Représentation nationale, contrairement à ce qui se dit que le gouvernement ne nous respecte pas. C'est la preuve que le gouvernement respecte la séparation des pouvoirs et que chacun joue effectivement sa partition. Nous vous remercions sincèrement pour avoir démontré à la face du monde que vous respectez la Représentation nationale à travers les réponses apportées à cette question d'actualité qui préoccupe les populations que nous représentons.

Je note que nous tous sommes des

acteurs de la vie publique et sommes tous soucieux, le gouvernement autant que la Représentation nationale, des conditions de vie de nos populations. Cela veut dire que nous avons notre partition à jouer. Dieu qui nous a créés ne nous sauvera jamais sans nous. Nous avons intérêt à agir dans le bon sens pour que demain, nous sachions que nous avons joué notre partition pour sauver notre peuple au sein duquel nous sommes, le peuple que nous sommes censés représenter.

Alors, je vous remercie, chers collègues.

La prochaine séance vous sera indiquée par les voies habituelles et surtout quand les dossiers seront suffisamment mûrs et sur notre table.

Merci ! Bon appétit à chacun ! Et à bientôt !

La séance prochaine vous sera communiquée par les voies les plus autorisées et les plus officielles.

La séance est suspendue.

(Coups de maillet)

(La séance est suspendue à quatorze heures trente-quatre).

* * *

* *

*

Fait à Porto-Novo, le 28 avril 2022.

Le secrétaire de séance,

Délonix Djimèco **KOGBLEVI.-**

Le président de séance,

Louis Gbèhounou VLAVONOU.-